



Divers

Eaux

Sol

Air

Industrie

Déchets

Nature

Urbanisme

Financement

Législation

Économie

Évaluation

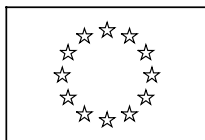
Nucléaire

Risques

Éducation

Rapport sur les cinq premières années de mise en œuvre du SMAP





COMMISSION EUROPÉENNE

**PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES À COURT ET
MOYEN TERMES POUR L' ENVIRONNEMENT (SMAP)**

**RAPPORT SUR
LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DE LA
MISE EN ŒUVRE
(1997 - 2001)**

Un programme du Partenariat Euro-méditerranéen

Copyright : Commission européenne, Direction Générale Environnement
ENV.E.3 - Développement et environnement; Méditerranée

Bruxelles, juin 2002

Préparé et coordonné par: *Dr Athéna Mourmouris (DG ENV)*

Contributions de: *Jill Hanna (DG ENV), Peter Carter (BEI), Vassilis Petrides (AIDCO),
Andrès Bassols (RELEX), Correspondants SMAP*

Dessin de la page de couverture: *Jenny Jokinen, 11 ans, Finlande (Concours "Semaine
Verte")*

De nombreuses informations supplémentaires sur le programme SMAP et le Partenariat Euro-
méditerranéen sont disponibles sur Internet. Il est possible de les consulter via le serveur
Europa (<http://europa.eu.int/comm/environment/smap/home.htm>) .

Luxembourg: Office des publications officielles de la Communauté européenne, 2002

ISBN 92-894-3712-X

Imprimé en Belgique

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos

Acronymes

Résumé général

1. CONTEXTE

- (1) Le Partenariat Euro-méditerranéen plus large
- (2) Pressions sur l'environnement méditerranéen
- (3) Coopération régionale sur l'environnement méditerranéen avant le Partenariat Euro-Med
- (4) La composante environnementale du Partenariat Euro-méditerranéen (SMAP)

2. DE HELSINKI À ATHÈNES : UN PREMIER EXAMEN

- (1) Mise en réseau et présentation des Rapports
(Correspondants SMAP, Comité de Suivi des ONG, réunions SMAP)
- (2) Participation
- (3) Information
- (4) Mise en œuvre du SMAP par des projets
 - (a) Niveau régional
 - (b) Niveau national
- (5) Réflexion des objectifs SMAP dans d'autres composantes du PEM
 - (a) Niveau institutionnel
 - (b) Autres domaines de coopération
 - (c) La Zone de Libre-échange Euro-Med

3. S'APPUYER SUR LES LEÇONS APPRISES - RECOMMANDATIONS

- A. Conception du SMAP et gestion des projets
 - (1) Priorités SMAP
 - (2) Procédures des projets et ressources
 - (3) Examen de la mise en œuvre
 - (4) Participation
 - (5) Coordination avec d'autres Programmes environnementaux dans la région
- B. Aspects politiques
 - (6) Le concept du Développement Durable
 - (7) Intégration environnementale dans les secteurs prioritaires du Partenariat Euro-méditerranéen

4. ANNEXES

- (1) Carte des pays méditerranéens et tableau indiquant leur participation dans différents Programmes de coopération
- (2) A. Les projets régionaux SMAP sélectionnés pour financement
B. Les projets régionaux SMAP: statistiques et graphiques
- (3) A. Prêts de la BEI dans les pays méditerranéens
B. Financement de l'UE dans les pays Med pour leur environnement
C. Projets environnementaux de la BEI dans les pays partenaires méditerranéens
- (4) Termes de Référence du Réseau des Correspondants SMAP
- (5) Points de contact
 - Correspondants SMAP
 - Le Comité de suivi des ONG

ACRONYMES

AEE	Agence européenne pour l'environnement
AFCCRE	Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe
BEI	Banque européenne d'investissement
CdP	Conférence des Parties
CE	Communauté européenne
CMDD	Commission méditerranéenne de développement durable
DG ENV	Direction générale pour l'environnement (Commission européenne)
EM	État membre
FEMISE	Forum Euro-méditerranéen des instituts économiques
METAP	Programme d'assistance technique pour l'environnement Méditerranéen
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMI	Organisation maritime intergouvernementale
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Plan d'action pour la Méditerranée
PC	Parties contractantes
PEM	Partenariat Euro-méditerranéen
PIN	Programme Indicatif National
PIR	Programme Indicatif Régional
PNUE	Programme des Nations unies pour l'Environnement
REMPEC	Centre régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution Marine Accidentelle (Centre d'activité régional du PAM)
SEMIDE	Système Euro-méditerranéen d'information sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau
SIA	Evaluation des Impacts sur la Durabilité
SMAP	Programme d'actions prioritaires à court et moyen termes pour l'environnement
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
UE	Union européenne
UNCCD	Convention des Nations unies pour combattre la Désertification
UNFCCC	Convention-cadre des Nations unies sur le Changement Climatique
ZLE-EM	Zone de Libre-échange Euro-Med

NOTE

Le but de ce Rapport est double :

(a) Il répond à la demande des Ministres de l'environnement à Helsinki, comme reflété dans le SMAP lui-même (dans le Chapitre 8, point 4) , désireux de disposer d'un Rapport Intérimaire Régionales afin d'examiner la mise en œuvre du Programme;

(b) Les Conclusions de ce Rapport et l'expérience acquise pourraient être utilisées pour justifier des propositions en vue d'une action future en matière de protection de l'environnement et de développement durable au sein du Partenariat Euro-méditerranéen.

Les Partenaires ont été consultés sur ce Rapport Régional en centrant leurs suggestions en particulier sur les Recommandations dans cette double perspective.

SMAP : LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DE LA MISE EN ŒUVRE (1997 - 2001)

1. CONTEXTE

(1) Le Partenariat Euro-méditerranéen plus large

La création du Partenariat Euro-méditerranéen (PEM) fut un événement majeur et constitue un immense potentiel à la fois pour la coopération multilatérale générale dans la région et l'intégration environnementale en faveur du développement durable.

La 1^{re} Conférence euro-méditerranéenne, qui s'est tenue à Barcelone en novembre 1995, a adopté **une Déclaration** établissant un nouveau Partenariat entre l'Union européenne et 12 Partenaires du sud et de l'est de la Méditerranée.¹

La Déclaration de Barcelone couvre *3 chapitres* :

- ◆ **promotion de paix et de stabilité** comprenant la promotion de la démocratie et le respect des droits de l'homme;
- ◆ **coopération économique** comprenant l'instauration progressive d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne. **L'environnement constitue l'une des priorités** de la coopération économique;
- ◆ **coopération socioculturelle** comprenant la santé, la société civile et la jeunesse.

Le PEM est doté d'un instrument financier, **MEDA**, dont l'enveloppe atteint € 3.425 millions pour 1995-1999 et € 5.350 millions pour 2000-2006. Les deux règlements MEDA, l'initial et le révisé, prévoient une étroite collaboration avec la BEI. La BEI a engagé des prêts de l'ordre de € 6,1 milliards en faveur de la région entre 1996 et 2001 et est chargée de prêter 6,4 milliards d'euros supplémentaires qui seront couverts par le Fonds de garantie communautaire durant la période jusqu'à 2006. En outre, la Banque a défini une Facilité supplémentaire d'un milliard de € pour le partenariat méditerranéen, à ses propres risques, pour des grands projets transrégionaux en matière de transport, d'énergie et d'environnement.

L'aspect collectif du Partenariat Euro-méditerranéen qui implique tous les 15 partenaires UE et 12 partenaires non-membres de l'Union européenne est complété par différents **Accords d'Association euro-méditerranéens** qui régissent des relations bilatérales entre chacun des 9 partenaires non-candidats et l'UE dans son ensemble. Ces accords entrent en vigueur graduellement et sont très complets. Ils présentent chacun des différences mais tous couvrent le dialogue politique, le respect des droits de l'homme et la démocratie, l'instauration d'un libre-échange compatible avec l'OMC sur une période de

¹ Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie et Turquie.

transition allant jusqu'à 12 ans, la coopération économique dans un large éventail de secteurs comprenant l'environnement, la coopération concernant des affaires sociales ainsi que la coopération culturelle. Tous les Accords prévoient des réunions annuelles de Conseils d'Association au niveau ministériel et un Comité d'Association des fonctionnaires.

Les objectifs généraux du Partenariat Euro-Med ont été réitérés et d'autres propositions en faveur de son renforcement ont été avancées dans la *"Stratégie commune de l'Union européenne à l'égard de la région méditerranéenne"* publiée en juin 2000 ainsi que dans la Communication de la Commission *"Un nouvel élan pour le processus de Barcelone"* publiée au début de septembre 2000. Un autre renforcement du Partenariat a été convenu lors de la 5^{ème} Conférence des ministres des affaires étrangères euro-méditerranéens à Valence les 22-23 avril 2002, où un *"plan d'action"* a été adopté en faisant référence clairement à l'objectif de développement durable.

La Conférence de Valence a souligné l'importance stratégique de la Méditerranée et a plaidé en faveur "d'une réponse globale basée sur la coopération et la solidarité complètes". Les ministres ont également partagé la conviction selon laquelle la paix, la stabilité et la sécurité de la région méditerranéenne constituaient un bien commun, qu'ils ont promis de promouvoir et de renforcer par tous les moyens mis à leur disposition. En effet, la paix, la stabilité et la sécurité sont des conditions préalables à tout effort pour réaliser le développement durable. Elles sont, donc, également des conditions préalables pour toute politique de protection de l'environnement.

(2) Pressions sur l'environnement méditerranéen

- D'un point de vue environnemental, la Méditerranée est considérée comme une et seule région (*Annexe 1: Carte et tableau des pays concernés*) et est reconnue par les spécialistes comme l'une des plus riches et vulnérables dans le monde, notamment en ce qui concerne sa biodiversité. Elle est confrontée à **de sérieux problèmes** liés principalement à la pénurie et la pollution de l'eau, avec la salinisation croissante des nappes phréatiques dans certaines régions côtières, la dégradation du sol, la pollution atmosphérique et marine en grande partie à partir de sources terrestres, la dégradation des écosystèmes et la spoliation des zones côtières et du patrimoine culturel, qui sont les bases mêmes du tourisme dans la région.
- En l'espace d'un demi-siècle (1950-1998) la population des pays méditerranéens a augmenté de 210 à 430 millions d'habitants. Cette **croissance démographique** a été accompagnée par une **urbanisation rapide** qui n'a pas été suivie par un développement conséquent des systèmes d'approvisionnement en eau, des réseaux d'assainissement et des systèmes de collecte des déchets. La concentration de la population s'est accrue le long de la côte, augmentant ainsi l'utilisation de systèmes d'irrigation inefficaces, l'industrialisation négligente et le volume du trafic maritime, pour le pétrole en grande partie. Ces tendances ont entraîné les problèmes mentionnés ci-dessus.

- la Méditerranée est la **principale destination touristique du monde**, représentant 30% du tourisme international. Le tourisme est actuellement la première source de devise étrangère des pays méditerranéens pris dans son ensemble. Le tourisme intérieur croît également dans la plupart des pays méditerranéens. Les pressions sur les zones côtières sont susceptibles d'augmenter à l'avenir (de 135 millions d'arrivées en 1990 à 235-350 millions en 2025 → hausse possible de plus de 200%).²
- On constate un **manque de capacités** (institutionnelles, techniques et financières) permettant de traiter les pressions environnementales dans les pays méditerranéens. En outre, le concept d'intégration environnementale n'est pas très poussé jusqu'à présent, alors que certaines politiques de protection et certains investissements réalisés dans la région par les différents acteurs (y compris les pays eux-mêmes) **ne sont pas suffisamment intégrés**.
- Dans plusieurs cas il est difficile pour **la société civile** d'avoir son mot à dire sur les questions environnementales. Les campagnes de sensibilisation et les développements au niveau international ont contribué à améliorer la situation bien qu'il reste encore beaucoup de travail à faire à cet égard.

(3) **Coopération régionale sur l'environnement méditerranéen avant le Partenariat Euro-méditerranéen**

La Déclaration de Barcelone, adoptée en 1995 et instituant le Partenariat Euro-méditerranéen, a souligné notre "interdépendance en matière d'environnement, qui requiert une approche régionale et une coopération accrue, ainsi qu'une meilleure coordination des programmes multilatéraux existants, tout en confirmant l'attachement à la Convention de Barcelone et au Plan d'Action pour la Méditerranée".

La composante environnementale du Partenariat Euro-méditerranéen devrait donc se baser sur l'expérience existante et le travailler avec les programmes en place. Ces programmes sont :

- **Convention de Barcelone / Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM):**
 - Il s'agit de la toute première Convention maritime régionale du **PNUE** (1976), et elle reste la plus réussie (elle est accompagnée **de 6 Protocoles**). Elle constitue également la seule forme de coopération environnementale en Méditerranée basée sur des instruments juridiquement contraignants. Elle a été initialement conçue comme cadre en vue d'une action commune (c'est-à-dire la préparation de la législation régionale et la mise à disposition d'assistance technique) requise par les états riverains dans le but de combattre la pollution de la mer Méditerranée elle-même. Elle **a été considérablement modifiée en 1995** afin de lui donner un centre d'intérêt plus porté sur le développement durable et traiter les régions côtières par la même occasion. La

² Source d'information : Rapport AEE/PAM sur "L'État de l'environnement en Méditerranée", 1999

Convention se compose de **21 Parties Contractantes**, y compris la CE et tous les états côtiers à l'exception de la Yougoslavie actuelle (l'ex-Yougoslavie était une Partie Contractante). Les quatre EM méditerranéens qui sont des Parties participent activement au travail de la Convention et l'ensemble du Conseil doit approuver des décisions de la CE sur ses instruments légalement contraignants et il examine la position de la CE pour en vue des réunions de la CdP. *L'Agence européenne pour l'environnement (AEE)* coopère avec l'Unité de Coordination du PAM afin de fournir une assistance technique sur des sujets particuliers d'ordre méthodologique. Un rapport sur "L'État de l'environnement en Méditerranée" a été publié en 1999 par l'AEE en coopération avec le PAM.

- Le budget **opérationnel** de la Convention, qui couvre non seulement les dépenses purement administratives mais également la majeure partie du travail de ses sept centres techniques est de 7,5 millions € par an, croissent de 2%. Il y a également des contributions significatives en espèces de la part des quatre Etats Membres de la CE. La contribution communautaire au budget de base est fixée à 737.000 € par an.
 - Le nouveau centre d'intérêt du développement durable de la Convention est étayé par la **Commission Méditerranéenne de Développement Durable (CMDD, 1995)**. La CMDD est un organisme composé de plusieurs parties prenantes, dont des représentants du gouvernement, des autorités locales, des ONG et des acteurs socio-économiques. Bien que relativement faible, celle-ci a le potentiel d'élever le profil des questions environnementales dans la région et de faire pression sur la nécessité d'équilibrer les différentes priorités des trois piliers du développement durable.
- ***Programme d'assistance technique pour l'environnement Méditerranéen (METAP):***
 - METAP existe depuis 1989. Il rassemble **de grands donateurs** (la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement, la Commission européenne et le Programme de Développement des Nations unies, ainsi que la Suisse et la Finlande) et a été créé **pour coordonner des investissements** dans la région au moyen d'une préparation appropriée des projets et de renforcement des capacités.
 - Les activités du METAP durant sa 3^{ème} phase (1996-2000) ont atteint un montant supérieur à \$ 30 millions. La CE a contribué au financement de ces activités via ses propres instruments (principalement LIFE-3C et SMAP), pour un montant supérieur à € 10 millions. Les projets réalisés dans la région grâce à ce programme dépassent les € 200 millions et ont influencé les prêts d'investissements pour un montant supérieur à € 1,5 milliards. Ces projets étaient surtout gérés par la Banque Mondiale ainsi que la BEI, qui pouvait offrir des conditions relativement avantageuses grâce aux bonifications d'intérêt de la CE/MEDA.

- Une 4^{ème} phase ("METAP 2001 et au-delà") a été lancée en décembre 2000 et se concentre sur le renforcement des capacités pour 3 piliers (l'eau, les déchets, les aspects réglementaires), et 2 questions horizontales (la gestion des connaissances et le développement durable au niveau local).

- **LIFE – Pays Tiers :**

LIFE est un instrument financier qui a été créé par un règlement de la CE en 1992 et a été prolongé en 2000 pour 5 années supplémentaires.

LIFE a 3 composantes dont LIFE-Pays Tiers qui couvre des pays qui ne sont pas des États membres de la CE. En fait, 80% des activités et du financement de LIFE-Pays Tiers ont été utilisés jusqu'ici **pour les pays méditerranéens**. Il fournit un montant de € 4-6 millions par année et vise à offrir une **assistance technique** par des projets de petite échelle.

(4) La composante environnementale du Partenariat Euro-méditerranéen (SMAP)

Comme souligné dans la Déclaration de Barcelone de 1995, la Commission européenne a été chargée de préparer **un Programme d'actions prioritaires à court et moyen termes pour l'environnement (SMAP)**, reposant sur l'expérience et les connaissances acquises. Dès le début, tous les partenaires, les organisations internationales concernées et les principales Organisations non gouvernementales (ONG) actives dans la région ont été impliqués dans la préparation du SMAP.

Le SMAP qui en a résulté ainsi qu'une Déclaration³ ont été adoptés à l'unanimité par les 27 Partenaires Euro-méditerranéens (15 États membres de l'EU et 12 pays et autorités méditerranéens non membres de l'Union européenne), lors de la 1^{ère} Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement qui a eu lieu à Helsinki le 28 novembre 1997.

Le SMAP constitue la composante environnementale du PEM. Il doit servir de cadre pour l'orientation de la politique et du financement à la fois aux niveaux régional et national. L'objectif de *développement durable et sa dimension environnementale* sont reflétés dans le programme se reposant sur la Déclaration de Barcelone, qui "a reconnu l'importance de réconcilier le développement économique avec la protection de l'environnement, d'intégrer les préoccupations environnementales dans les aspects appropriés de la politique économique et d'atténuer toute conséquence négative possible sur l'environnement".

SMAP se concentre sur des activités et des projets qui se développent dans **cinq domaines d'action prioritaires** :

³ Publiée en anglais et en français et également placée sur Internet

- gestion intégrée de l'eau,
- gestion intégrée des déchets,
- sites critiques (comprenant des zones polluées, mais également des zones présentant des risques pour la biodiversité),
- gestion intégrée des zones côtières,
- lutte contre la désertification.

En outre, **des mesures d'aide et des actions horizontales** nécessaires pour aider les Partenaires non membres de l'Union européenne et **pour faire le lien avec le long terme** ont été prévues dans le SMAP. On peut citer comme exemple le renforcement des capacités (y compris des améliorations et des ajustements structurels au sein de chaque Partenaire méditerranéen), le développement des lignes directrices pour la planification, l'établissement d'indicateurs de développement durable, l'utilisation d'évaluations des incidences sur l'environnement, la mise en réseau y compris avec la société civile, l'accroissement de la sensibilisation et l'échange des expériences.

2. DE HELSINKI À ATHÈNES : UN PREMIER EXAMEN

Le chapitre 8 de SMAP prévoit un mécanisme complémentaire prévoyant :

- un Réseau de Correspondants SMAP;
- des procédures de consultation et participation d'organisations représentatives de la société civile;
- un Rapport national annuel sur la mise en œuvre par les Partenaires ; et
- un mécanisme de réexamen.

Ce Rapport se doit d'être la base du réexamen, qui devrait être complet pour la 2^{ème} Conférence euro-méditerranéenne des ministres de l'environnement, fixée aux 8-10 juillet à Athènes.

(1) Mise en réseau et présentation des Rapports (Correspondants SMAP, Comité de suivi ONG, réunions SMAP)

La création d'un Réseau de Correspondants SMAP a été prévue dans le SMAP lui-même, comme premier mécanisme nécessaire de suivi. La Commission européenne a été chargée de la coordination de ce réseau et il a été décidé que les correspondants se réuniraient une fois par an.

L'établissement de voies officielles d'échange de l'information, la consultation et la coordination des actions ont constitué la première préoccupation immédiatement après l'approbation du SMAP par la Conférence ministérielle de Helsinki. **Le Réseau de Correspondants SMAP** a été mis en place plusieurs mois plus tard, après la nomination officielle des représentants nationaux (Correspondants) par les ministres respectifs de l'environnement de chaque Partenaire Euro-Med (une liste à jour des Correspondants se trouve *à l'annexe 5*).

Dans son sens large, le Réseau des Correspondants SMAP inclut - au-delà des Correspondants des 27 Partenaires et de la Commission européenne - le Comité de suivi des ONG ("**Comité de Suivi** ", ainsi nommé même en anglais). Ce "Comité de Suivi" (les membres figurent à *l'annexe 5*), qui coordonne les **ONG méditerranéennes**, a été créé à Helsinki, lors du forum civil convoqué à l'occasion de la Conférence ministérielle. Il a été utilisé depuis 1997 pour toutes les consultations et les échanges d'informations relatifs aux activités du SMAP et à la politique environnementale en Méditerranée; il détient le statut d'observateur à l'occasion des réunions des Correspondants SMAP.

Pour des raisons de cohérence politique, les représentants des principaux Programmes internationaux et des institutions présentes dans la région, à savoir le Plan d'Action pour la Méditerranée et le METAP, l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et la Banque européenne d'investissement (BEI) sont invités aux **réunions SMAP** à titre d'observateurs.

Le SMAP prévoit la mise en place d'un **système de Rapports réguliers**. Les "Rapports annuels sur la mise en œuvre par chaque partenaire devraient servir de base à la discussion lors des réunions annuelles des Correspondants". Lors de chacune des quatre réunions du Réseau SMAP tenues jusqu'à présent, les Correspondants et le Comité de Suivi des ONG ont été invités à présenter des Rapports oralement et par écrit, sur base *de lignes directrices standardisées* proposées par la Commission pour des raisons de cohérence et de comparabilité. Néanmoins, les informations fournies jusqu'ici par les Partenaires ne sont ni complètes ni comparables. Par conséquent, ce Rapport intérimaire régional n'a pu être basé sur les Rapports Nationaux - comme prévu initialement - mais a dû se reposer principalement sur des informations disponibles au sein de la Commission ou extraites de publications du PAM et du METAP.

La première réunion des Correspondants SMAP a eu lieu à Bruxelles les 16-17 novembre 1998 et plus de 50 participants y ont participé. La réunion a examiné la mise en œuvre du SMAP par les gouvernements et les ONG aux niveaux régional et national. La Commission a fourni des informations sur les projets régionaux soumis par les Partenaires en 1998 et particulièrement ceux qui ont été retenus pour approbation. La liste des projets sélectionnés a été appuyée. La réunion a également examiné les propositions visant à la consolidation du Réseau.

Les Correspondants SMAP ont tenu leur **deuxième réunion**, à Bruxelles, les 13-14 juin 2000. Plus de 50 personnes ont participé à la réunion. Des informations ont été échangées sur la mise en œuvre des objectifs politiques du SMAP sous la forme de brefs Rapports Nationaux, présentés oralement et par écrit. Les nouvelles procédures MEDA, qui doivent être suivies en vue de la soumission des projets régionaux SMAP, ont également été présentées. Des contributions ont été apportées en visant à coordonner des activités sous chaque domaine d'action prioritaire et afin d'assurer la cohérence des politiques. L'accent a été mis sur la complémentarité des différents Programmes, instruments, Conventions et activités existants dans la région.

La troisième réunion des Correspondants SMAP s'est tenue à Bruxelles, les 25-26 juin 2001. Pour la première fois, le Réseau des Correspondants SMAP était complet, car tous les Partenaires avaient officiellement nommé les Correspondants nationaux. Plus de 60 personnes ont ainsi participé à cette réunion. Comme d'habitude, un réexamen de la mise en œuvre aux niveaux régional et national a été effectué sur base de brefs Rapports Nationaux. Les participants ont attaché un soin particulier à la discussion des Termes de Référence du Réseau des Correspondants (voir *l'annexe 4*). Ces-ci étaient destinés à refléter le nouveau rôle plus substantiel que les Correspondants sont invités à jouer à un niveau stratégique et opérationnel afin de donner un nouvel élan au SMAP. Les participants à la réunion ont été informés de la procédure de sélection qui s'appliquait aux projets régionaux SMAP ainsi que des critères de sélection concernant les projets soumis dans le cadre de l'appel à propositions régionales SMAP 2000. La discussion s'est concentrée sur des orientations en vue d'actions futures, dans un effort conjoint visant à améliorer l'efficacité. Ils ont ensuite examiné les différentes façons de promouvoir l'intégration environnementale et ont souligné la nécessité de disposer d'une Zone de Libre-échange Euro-Med (ZLE-EM) durable et d'une intégration au niveau national. L'invitation grecque d'accueillir la 2^{ème} Conférence ministérielle Euro-Med sur l'environnement vers la moitié de l'année 2002 a été reçue avec

enthousiasme et les participants ont échangé quelques premières vues sur la préparation de cet événement.

La quatrième réunion des Correspondants SMAP a eu lieu à Bruxelles, les 23-25 avril 2002. Celle-ci s'est concentrée sur la préparation de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne (en guise de deuxième réunion préparatoire).

Entre chaque réunion régulière des Correspondants SMAP il y a des contacts bilatéraux. La Commission envoie également **de brèves mises à jour électroniques** (2-3 par année) à tous les membres du Réseau à chaque fois que le besoin de coordination se fait ressentir ou en cas d'apparition de nouveaux événements en rapport avec le programme. Des Correspondants ont exprimé le désir de disposer de mises à jour plus fréquentes et de plus amples informations qui seraient disponibles sur le site Internet du SMAP (voir ci-dessous) mais ce genre d'actions est quelque peu freiné par certaines contraintes imposées au personnel de la Commission.

Conclusion 1: Les ressources limitées du Réseau SMAP ont réprimé jusqu'ici le développement de son potentiel stratégique et opérationnel complet. Davantage de mobilisation des ressources aux niveaux national et régional et au niveau de la Commission augmenterait l'efficacité et entraînerait plus d'échanges substantiels d'expérience parmi les Correspondants SMAP.

(2) Participation

La diffusion d'informations et la participation de parties prenantes de premier plan (y compris les organisations civiles représentatives de la société) constituent des outils essentiels pour l'élaboration de la politique et se reflètent également dans le SMAP.

La Déclaration de Barcelone fait particulièrement référence à la société civile. En outre, **un forum civil** est généralement convoqué juste avant les Conférences ministérielles Euro-Med des affaires étrangères, qui fournissent l'orientation globale au Partenariat Euro-Med. Le "Comité de Suivi" des ONG a joué un rôle clé dans les forums civils de Stuttgart (avril 1999) et de Marseille (novembre 2000), où l'environnement était à l'ordre du jour. Néanmoins, des circonstances politiques plus larges à ce moment-là n'ont pas permis une meilleure incorporation des propositions du forum civil dans les conclusions du Président de ces Conférences.

Dans le SMAP, il y a eu une **participation préalable de la société civile** avant l'adoption du Programme. Grâce à son intégration dans le Réseau des Correspondants SMAP, le "Comité de Suivi" des ONG fait partie **du processus de consultation** pour la mise en œuvre et l'évaluation du Programme. En outre, les représentants de la société civile peuvent participer aux projets SMAP. Durant la période 1997-2001, la Commission a aidé financièrement (€ 1,3 millions) deux réseaux d'ONG basés dans l'UE et actifs dans la Méditerranée, également membres du "Comité de Suivi", dans le cadre de sa ligne budgétaire spéciale pour les ONG environnementales.

Certains membres du "Comité de Suivi" sont également des observateurs accrédités aux réunions de PAM et/ou des **membres tournants de la CMDD**, ainsi qu'observateurs à la Convention des Nations Unies pour combattre la désertification. Cela accroît l'efficacité de leur apport de données globales puisqu'ils peuvent faire des rapprochements entre les différents programmes, participer à un dialogue politique plus large et au réseau avec d'autres représentants de la société civile.

Conclusion 2: La participation d'ONG telle qu'elle est pratiquée dans le SMAP s'est révélée être une expérience positive et est généralement considérée comme un exemple de bonne pratique pour coopération dans d'autres domaines du Partenariat Euro-méditerranéen, notamment parce que les ONG font partie du processus depuis le début.

(3) Information

Dans son souci de diffuser de plus amples informations sur le SMAP, la Commission a promis dans la Déclaration de Helsinki de créer un site Internet SMAP et de publier une brochure sur le SMAP.

- **Le site Internet SMAP** a été créé au début de l'année 1998 et est régulièrement mis à jour. Le site est visité par plus de 4000 personnes par mois (beaucoup plus quand un appel à propositions est ouvert ou est sur le point d'être lancé). Les visiteurs peuvent également trouver de nombreux de liens avec d'autres sites consacrés aux objectifs et aux activités SMAP.
- **La brochure SMAP** a été publiée en anglais et en français (5000 et 3000 copies respectivement) et envoyée à plus de 3000 organisations méditerranéennes en 1999. La brochure a été mise à jour, réimprimée (3000 copies en anglais et 2000 en français) et diffusée à nouveau en octobre 2000. Elle a été également mise sur le site Internet SMAP. La Commission entend traduire cette brochure en arabe et se félicite des propositions d'aide récemment avancées par certains des Partenaires.

En outre, la Commission fournit des informations sur le SMAP et l'environnement méditerranéen en général, par le biais de **séminaires réservés aux journalistes et aux ONG** (environ 200 personnes provenant des 12 Partenaires Méd chaque année) concernant le Partenariat Euro-Med. Des informations sur les activités SMAP sont également incluses régulièrement dans toutes les publications euro-méditerranéennes plus larges qui examinent les progrès obtenus depuis le processus de Barcelone. La Commission tire également profit de plusieurs **réunions organisées dans d'autres contextes** pour fournir des informations sur le SMAP aux décideurs et/ou aux demandeurs de financement potentiels et pour promouvoir l'idée qui consiste à concentrer les efforts et viser la complémentarité et les synergies entre les Programmes environnementaux. Les réunions suivantes ont été couvertes:

- Réunions régulières PAM, CMDD et METAP depuis 1998, y compris sur les impacts sur l'environnement de la future Zone de Libre-échange Euro-Med;
- Conférence Euro-Med sur les villes durables, visant à encourager la participation des autorités locales, Séville, janvier 1999;
- Séminaire sur la gestion des déchets organisé pour le secteur privé par l'Irlande, Bruxelles, novembre 1999;

- Réunions préparatoires d'experts à Malte et en Sardaigne et Conférence ministérielle à Turin sur la gestion locale intégrée de l'eau, 1999;
- Réunions de la Convention des NU pour lutter contre la désertification en mettant l'accent sur la Méditerranée, Rome, février 2000 et Murcie, juin 2000;
- 3^{ème} et 4^{ème} réunions du Comité des zones humides méditerranéennes, Djerba, avril 2000 et Sesimbra, mai 2001;
- Coordination du cofinancement par les grands donateurs au Maroc, organisée par la Banque Mondiale, Rabat, 2000;
- Séminaire pour les autorités locales et régionales françaises, organisé par AFCCRE sur "L'Europe et l'environnement", Bruxelles, décembre 2000;
- Réunion sur la coopération entre ONG et le secteur privé, Lausanne, février 2001;
- Session spéciale de la Semaine verte de la Commission européenne sur la gestion de l'eau en Méditerranée, avril 2001;
- Programme Jeunesse Euro-Med, formation pour les formateurs, Sifnos, août 2001;
- Six réunions de sensibilisation organisées par des ONG parfois en coopération avec des membres du Parlement européen, Bruxelles, 2000-02.

En outre, **un film vidéo** sur la Méditerranée a été produit et diffusé aux chaînes de TV de différents pays en avril 2002 en vue du prochain Sommet mondial pour le développement durable (SMDD). Il fait référence aux activités locales qui contribuent au développement durable et il se concentre sur un projet réussi en Tunisie qui a été financé par les instruments de la CE. Une autre initiative de la CE pour information est actuellement en cours de réalisation ; elle vise à fournir **des images satellites** de certaines zones méditerranéennes sélectionnées à utiliser pour la localisation de projets environnementaux financés sous SMAP et MEDA en général.

Certains **Partenaires** ont également pris des initiatives pour diffuser des informations sur SMAP et ses objectifs et ont organisé les réunions interministérielles et des discussions publiques au niveau national. En outre, un cours de formation sur l'environnement a été donné pour les diplomates en Finlande en 1999 et un autre en Syrie en 2001 sur la protection de l'environnement.

Plusieurs *ONG* et deux ou trois *coordinateurs de projets régionaux SMAP* ont convoqué des sessions de parties prenantes sur des thèmes choisis (tels que l'eau, les déchets, les zones côtières et la désertification), ont diffusé des affiches et des prospectus ou publié des agendas contenant des informations sur leur projet ou leur activité spécifique.

Le Comité de Suivi des ONG a organisé deux réunions dans le but de souligner certaines préoccupations méditerranéennes à l'occasion du prochain Sommet Mondial pour le Développement Durable (SMDD). La première rassemblait des parties prenantes à Monaco, le 13 novembre 2001, et la seconde des ONG méditerranéennes à Nice, le 12 janvier 2002 (elle s'est concrétisée par une Déclaration conjointe des ONG pour Johannesburg). En outre, certains membres du Comité de Suivi ont introduit un projet de renforcement des capacités des ONG pour permettre à davantage d'ONG environnementales des pays partenaires de devenir actives dans le champ d'application du PEM.

Conclusion 3: Les Correspondants partagent le point de vue selon lequel la visibilité du SMAP est encore limitée malgré les efforts entrepris par les différentes parties prenantes. D'autres initiatives de la part des Partenaires, de la Commission européenne et des ONG seraient nécessaires pour améliorer la diffusion d'information et pour rendre plus tangible la mise en œuvre du SMAP. Les Correspondants ont souligné que la traduction des principales publications du SMAP en arabe contribuerait à la visibilité du SMAP au niveau national.

(4) Mise en œuvre du SMAP par des projets

Étant donné la longue expérience de la coopération multilatérale en matière d'environnement dans la région, il a été estimé dès le début que le SMAP devrait dépasser le simple dialogue politique ou certaines orientations générales en faveur d'actions futures. Au contraire, il a été surtout conçu comme une *action pratique* sur le terrain, qui mènerait à des résultats tangibles en ce qui concerne la protection de l'environnement, le renforcement des capacités et l'amélioration des cadres législatifs, réglementaires et institutionnels en tant qu'objectifs plus vastes du partenariat. Cette action serait basée principalement sur des projets pilotes ou de démonstration concernant les domaines prioritaires déterminés dans le programme.

Les objectifs SMAP devaient être réalisés grâce à l'action nationale et à des projets d'assistance technique financés par la Commission européenne. On attendait de la part des Partenaires qu'ils prennent l'initiative et qu'ils soumettent des projets pour la mise en œuvre du SMAP, au niveau national dans leurs Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) et au niveau régional via des appels à propositions spécifiques.

Afin d'assurer un apport maximum, la Commission européenne a cherché à développer la complémentarité et les synergies du financement dans le cadre des différents instruments et/ou programmes régionaux concernés. En particulier, des efforts sont faits pour rassembler certaines contributions d'actions financées par SMAP, LIFE-Pays Tiers, des lignes budgétaires de la DG ENV, le budget de la coopération au développement ainsi que pour assurer des interactions avec PAM et METAP.

En plus de ce qui précède, il convient également de mentionner la coopération bilatérale existante entre les États et les Partenaires méditerranéens en matière de protection de l'environnement. Les projets environnementaux bilatéraux (tels que définis à *l'Annexe 3.B*) représentent une contribution précieuse aux objectifs SMAP et au Partenariat Euro-méditerranéen en général.

(a) Niveau régional

À la suite d'un **premier appel à propositions en faveur de projets régionaux SMAP en 1998**, 29 projets ont été soumis à la Commission européenne. Les 6 projets environnementaux régionaux retenus ont été présentés à la 1^{ère} réunion du Réseau des Correspondants SMAP pour information (Bruxelles, 16-17 novembre 1998). Ensuite, ils ont été présentés pour approbation au Comité Euro-Med (composé d'ambassadeurs des 27 Partenaires - Bruxelles, 25 novembre 1998) et au Comité MED (composé des représentants des États membres - Bruxelles, 23 novembre 1999). Ces procédures de consultation très répandues sont un processus MEDA typique. Inévitablement, lors de la première mise en place pour SMAP, cela a pris beaucoup plus de temps que prévu, en particulier parce que les services de la Commission responsables de fournir de l'aide subissaient à cette époque une réforme structurelle importante. Néanmoins, les contrats sont à présent signés pour chacun des 6 projets et ils sont financés dans le cadre du Programme Indicatif Régional MEDA. La contribution communautaire totale à ces 6 projets s'élève à **plus de € 5,5 millions (Annexe 2A)**. Les graphiques (**Annexe 2B**) indiquent la participation des pays et les catégories de candidats dans les projets régionaux SMAP 1998 sélectionnés, ainsi que leurs liens avec les 5 domaines d'action prioritaires du SMAP. **Un nouvel appel à propositions régionales SMAP 2000** a été publié en juillet 2000 avec une échéance pour les soumissions fixée au 23 octobre 2000. L'appel était basé sur l'expérience acquise et sur de nouvelles procédures MEDA, qui ont été mises en œuvre suite à la réforme interne de la Commission. Le budget global prévu pour cet appel s'élevait initialement à € 20 millions. Soixante et une propositions ont été soumises à la Commission européenne et à la fin de l'évaluation, 8 ont été sélectionnées en vue de leur financement. Ces projets (**Annexe 2A**), ainsi qu'un projet soumis par METAP, ont été présentés lors de la 3^{ème} réunion des Correspondants SMAP (25-26 juin 2001) pour information. Le Comité MED (26 septembre 2001) a donné un avis favorable sur la proposition de la Commission concernant une enveloppe globale de **€ 30 millions** destinée à couvrir le projet METAP (€ 5 millions), **une Unité de Suivi** pour assister la Commission (€ 2,5 millions) et un soutien des **12 instituts nationaux (Points Focaux)** pour aider les Correspondants SMAP des 12 Partenaires non-membres de l'UE (€ 2,5 millions), ainsi que des projets régionaux initiaux (€ 20 millions). La procédure relative à la signature des contrats est en cours. Elle inclue des consultations avec les organisations sélectionnées afin de s'assurer que tous les critères techniques et budgétaires sont respectés. Les graphiques (**Annexe 2B**) reflètent le statut de sélection et la participation des pays et des catégories de candidats pour les projets régionaux SMAP 2000 sélectionnés, ainsi que les liens entre les projets et les 5 domaines prioritaires pour l'action (secteurs) du SMAP.

Conclusion 4: *Les retards dans le traitement et la mise en œuvre des projets régionaux SMAP ne permettent pas encore une évaluation des résultats.*

Conclusion 5: *La récente réorganisation de certains services de la Commission devrait mener à des procédures plus efficaces et plus centrées et à des appels à propositions améliorés ainsi qu'à davantage de clarté sur la manière de formuler des propositions de projet.*

Conclusion 6: *Les procédures améliorées au sein de la Commission ne suffiront pas à elles toutes seules pour résoudre tous les problèmes de mise en œuvre. Les Correspondants et d'autres parties prenantes ont identifié le besoin de former les*

participants et les coordinateurs des projets. La formation prévue pour les partenaires intéressés pourrait contribuer à améliorer la conception des projets, à établir des liens avec les politiques nationales, ainsi qu'à promouvoir une mise en œuvre plus rapide à l'avenir.

Conclusion 7 : *Les Correspondants et d'autres parties prenantes ont demandé une plus grande transparence au niveau des procédures de sélection des projets. Tout en respectant l'équilibre à la fois de l'ouverture et de la concurrence loyale prévues par la législation communautaire pour accorder des contrats, il y a une marge pour mieux informer les Correspondants et les candidats sur les critères d'éligibilité et le processus de sélection en place.*

(b) Niveau national

Les sources d'information sont dispersées, ce qui ne facilite pas obtenir une image complète de la situation. Néanmoins, il est important de réaliser que seulement 10% des fonds MEDA sont utilisés pour la coopération régionale, tandis que presque 90% couvrent les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). Par conséquent, dès le début les Partenaires ont été fortement invités à utiliser leur PIN afin de promouvoir les objectifs SMAP au niveau national.

Néanmoins, **les subventions MEDA** pour des projets concernant l'environnement ont été limitées en termes du nombre de projets, des montants et des pays bénéficiaires. Dans le cadre des PIN sous MEDA I, seuls la Jordanie et le Maroc ont reçu des subventions pour des projets concernant l'environnement, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Des engagements pour deux projets supplémentaires ont également été pris dans d'autres pays méditerranéens en 2000 et 2001 (voir également *Annexe 3A*).

Ces chiffres suivent l'approche utilisée dans le programme régional SMAP. Ainsi, les dépenses MEDA dans les infrastructures d'eau sont exclues parce que leur équivalent régional tombe dans le cadre de la composante de la coopération pour l'eau, et non pour l'environnement.

FINANCEMENT MEDA POUR L'ENVIRONNEMENT MÉDITERRANÉEN (PIN, 1995 - 2001)		
PAYS	PROJET	Subvention (million de €)
Jordanie	- Gestion de l'Unité chargée de l'eau à Amman	5,00
Maroc	- Déchets solides à Essaouira	1,90
Tunisie	- Eaux usées à Taparura (2000)	8,50
Syrie	- Programme de qualité environnementale dans un camp de réfugiés palestiniens (2001)	8,00
TOTAL		23,40

Comme indiqué dans le tableau suivant, au cours de la période 1995-2000 (MEDA I, et le début de MEDA II) presque tous les partenaires ont bénéficié du financement **de la BEI et des bonifications d'intérêt connexes** pour des activités environnementales⁴. En effet, plus de 20% de l'ensemble des prêts *de la BEI* ont été utilisés pour des projets concernant l'environnement (cf. **Annexe 3A : Prêts de la BEI pour l'environnement méditerranéen**). La priorité accordée par tous les pays aux installations de traitement d'eaux résiduaires et de déchets solides est clairement reflétée dans ce financement.

FINANCEMENT DE LA BEI POUR L'ENVIRONNEMENT MÉDITERRANÉEN (NIP, 1995 - 2000)				
PAYS	PROJET	Bonifications d'intérêt (million de €)	Prêts (million de €/an)	TOTAL
Algérie	- Pollution industrielle	10,75	50,00 /1996	60,75

⁴ Sources : informations basées principalement sur "Le processus de Barcelone - 5 ans plus tard (1995-2000)", CE/DG RELEX, 2000, et sur le "Rapport annuel du programme MEDA - 2000", CE/DG RELEX, 2001.

Égypte	- Drainage d'eau de surface dans les zones agricoles de la vallée et du delta du Nil	12,70	50,00 /2000	62,70
Jordanie	- Réapprovisionnement en eau à Amman	8,20	9,00 /1996 40,00 /1998	57,20
Liban	- Pollution côtière	10,30	50,00 /1996	181,10
	- Eaux résiduaires de Tripoli	20,80	100,00 /1997	
Maroc	- Hygiène	20,40	50,00 /1997	160,40
	- Eau et hygiène en milieu rural	40,00	50,00 /2001	
Tunisie	- Déchets solides	5,60	50,00	406,40
	- Nettoyage du Lac Sud	9,25	40,00 /1997	
	- Traitement de l'eau /ONAS III	9,05	40,00 /1998	
	- Réduction de pollution à Gabés	11,50	45,00 /1999 70,00	
	- Déchets solides et traitement des eaux usagées (2001)	31,00	/2000 95,00 /2001	
Turquie	- Traitement des eaux usagées de Bursa	16,10	80,00	170,60
	- Normes environnementales pour le textile	29,50	n.c. 45,00	
	- Pollution industrielle			
Autorité palestinienne	- Eau et hygiène à Gaza	11,113	30,00 /1996	81,203
	- Projets d'eau en Cisjordanie	10,90	30,00 /1998	
TOTAL		256,353	894,00	1150,353

Une liste complète des projets par pays méditerranéen avec les prêts correspondants de la BEI depuis 1992 est incluse dans ***l'Annexe 3.C.***

Au total, le financement pour l'environnement correspond à ***environ 6% de MEDA I*** aux niveaux national et régional. Cela est dû principalement ***aux bonifications d'intérêt de la BEI, qui correspondent à plus de 90% du financement pour l'environnement MEDA au niveau national. Les subventions pour des projets concernant l'environnement équivalent à seulement 0,7% du***

total des subsides nationaux MEDA, tandis que les projets régionaux SMAP'98 représentent 1,1% des subsides régionaux de MEDA I.

En janvier 2002, **7 Stratégies Nationales et la Stratégie Régionale jusqu'à 2006** ainsi que les **Programmes Indicatifs y relatifs pour la période 2002-2004** ont été approuvés par la Commission. Bien que l'approche du développement durable pourrait avoir été reflétée d'une manière plus claire dans les documents sur la stratégie, 6 des PIN prévoient des projets concernant l'environnement. Il s'agit de l'Algérie (déchets), l'Égypte (développement durable du Sinaï), la Jordanie (la gestion de l'eau), du Liban (protection de l'environnement non spécifiée), du Maroc (biodiversité et aspects sociaux y relatifs adressés par des actions se concentrant sur un arbre endémique) et la Syrie (qualité environnementale). ***L'annexe 3B*** illustre le pourcentage du financement environnemental par pays. Au total, les PIN approuvés pour les années 2002-4 dans le cadre de MEDA II fournissent environ 6% du financement pour l'environnement. Au niveau régional le pourcentage est plus élevé : le financement pour le prochain appel concernant des projets régionaux SMAP correspond à 16% des crédits pour le PIR 2002-4; néanmoins, actuellement l'engagement est seulement prévu pour l'année 2004. ***À la fois aux niveaux national et régional, l'environnement représente environ 9% du financement MEDA II pour la période 2002-4. Les bonifications d'intérêt de la BEI*** sont en baisse puisque seulement 3 pays - l'Algérie, l'Égypte et le Maroc -ont choisi d'utiliser une partie de leurs crédits MEDA II pour cela.

Ainsi, ***les bonifications d'intérêt s'élèveront à 49% du financement environnemental au niveau national*** cette fois, par rapport à 90% sous MEDA I. Même le financement des projets régionaux dans d'autres domaines de la coopération (principalement la recherche, l'énergie et l'eau/désertification) en rapport avec à l'environnement entraîne un pourcentage plus élevé du financement MEDA qui est consacré à l'environnement. Ceci représente un pas en avant positif bien que modeste vers l'intégration environnementale.

Des engagements financiers sous MEDA doivent être examinés dans le contexte de l'image globale du financement environnemental par des sources différentes comparé aux investissements globaux pour chaque pays méditerranéen. ***L'annexe 3B: Tableau et graphiques sur le financement communautaire dans les pays Med***, tente de faire ressortir ce point de vue. Pour faciliter les futurs travaux, des informations générales relatives à l'environnement de chaque Partenaire Med ont été récoltées à partir de sources dispersées et sont fournies dans ***Les profils des pays***, qui ont été imprimés séparément et sont également disponibles sur le site Internet SMAP. On espère que ces profils permettront à tous les acteurs de mieux comprendre la situation actuelle et d'identifier les besoins en vue d'actions complémentaires.

Conclusion 8: Beaucoup plus pourrait être fait pour atteindre les objectifs SMAP par des Programmes Indicatifs Nationaux si les avantages d'une approche de développement durable étaient pris en considération au moment de la définition des priorités. Pour aider ce processus, les Partenaires doivent promouvoir l'intégration environnementale et faire approuver ce concept au niveau le plus élevé possible du PEM. Les représentants de la société civile

pourraient jouer un rôle positif dans la promotion de ces objectifs au niveau national.

(5) Réflexion des objectifs SMAP dans d'autres composantes du PEM

(a) Niveau institutionnel

Les Correspondants signalent que la participation des ministères de l'environnement aux négociations **des Accords d'Association** était extrêmement limitée. Bien que le seul article sur l'environnement dans chacun des Accords peut varier pour des raisons de calendrier ou autre, aucun n'a fait référence à l'ensemble des cinq priorités du SMAP. De plus, les ministères de l'environnement n'ont été impliqués dans les réunions et les discussions des Conseils et des Comités d'Association que dans deux ou trois pays jusqu'à présent.

Néanmoins, quelques Partenaires méditerranéens dont les Accords d'Association sont entrés en vigueur, ont récemment pris l'initiative de proposer des actions spécifiques en vue d'une coopération bilatérale sur des questions environnementales avec la Commission européenne, dans un effort visant à promouvoir les ajustements structurels.

(b) Autres domaines de coopération

Jusqu'à présent, l'intégration de considérations environnementales dans d'autres domaines de la coopération du partenariat Euro-Med a été assez limitée. Les exemples positifs suivants financés par MEDA montrent ce qui peut être accompli:

(a) Statistiques environnementales dans MEDSTAT

Depuis 1996, la Commission européenne a entrepris un projet de renforcement des capacités pour un montant de 20 M € dans les 12 pays partenaires appelés MEDSTAT, qui est coordonné par EUROSTAT. Le but est de préparer des données statistiques. L'élaboration du sous-projet sur l'environnement (un des 9 thèmes) a été confiée au Plan Bleu, l'un des centres d'activités régionales du PAM. En outre, lors de leur réunion de 2000 et 2001, les directeurs Euro-Med des statistiques ont accueilli favorablement la proposition de la Commission visant à incorporer dans les futurs travaux les indicateurs de développement durable, adoptés en 1999 par les ministres de l'environnement de tous les pays méditerranéens, suite à une proposition de la CMD. Ceux-ci ont été reflétés dans les questionnaires envoyés aux Partenaires en 2001 en vue d'obtenir des données d'entrée pour le programme MEDSTAT II, qui est actuellement en cours de préparation.

(b) Gestion intégrée locale de l'eau

L'eau constitue elle-même l'une des six priorités pour la coopération économique et financière du PEM. En 1999, la Commission européenne a financé le système euro-méditerranéen d'information dans le domaine de

l'eau (SEMIDE) pour un montant de € 1,9 millions. SEMIDE est géré par la France et l'Italie avec une participation ultérieure de certains Partenaires Med. Des efforts ont été faits lors de la préparation du cadre politique de la coopération dans ce domaine, lors de la Conférence de Turin sur la gestion locale intégrée de l'eau en 1999, afin d'assurer une cohérence politique avec les dispositions SMAP, ainsi qu'avec d'autres engagements environnementaux régionaux et internationaux y relatifs. La Déclaration de Turin et les actions prioritaires convenues ont répondu avec succès à cette recherche de synergie et de cohérence et en 2001 la Commission européenne a engagé € 40 millions dans le but de mettre en œuvre les dispositions de la Déclaration de Turin. Un appel à propositions régionales pour cette attribution a été publié au début janvier 2002 et était ouvert jusqu'à la fin mai 2002. Il est important d'assurer la complémentarité entre les propositions à sélectionner dans le cadre de cet appel et les actions à entreprendre dans le domaine de l'eau, dans le cadre du SMAP.

(c) *Projet sur l'énergie et l'environnement urbain*⁵

Le financement concernant ce projet a été approuvé en 2001. Il présente un coût total de € 3,25 millions et une contribution communautaire de € 1,9 millions. Chacun des 12 Partenaires Med est impliqué ainsi que 4 pays de UE (France, Grèce, Italie et Espagne). Le projet concerne la gestion de l'énergie et la planification et la conservation dans des zones urbaines. Des actions incluront la formation, l'échange de bonnes pratiques, des actions spécifiques telles que l'éclairage de la voie publique, des transports en commun propres dans certaines villes. Il prévoit également la diffusion des résultats à l'aide d'un bulletin d'information et un site Internet.

(d) *Projet sur des installations d'accueil portuaires*

Le financement a été approuvé en 2001 sous MEDA dans le cadre du programme relatif au transport maritime régional pour installations d'accueil portuaires visant à recueillir des déchets générés par les navires, des eaux de fond de cale et des eaux huileuses. REMPEC/PAM/IMO coordonnera le projet qui s'élève à € 700.420 (dont € 560.365 constituent une contribution de la CE), et qui identifiera les capacités requises, proposera des solutions optimales, préparera la conception type des installations d'accueil portuaires et organisera un séminaire régional dans les deux années à venir.

(e) *Projet DELTA de Héritage Euromed II*

L'un des 10 projets contractés en 2000 dans le cadre de Héritage Euromed prend en considération la conservation de l'environnement en tant qu'actions destinées à valoriser le patrimoine culturel selon une approche spatiale intégrée. La contribution de la CE engagée est de € 2.915.896 pour 3 années. L'Algérie, Israël, Malte, le Maroc et l'Autorité palestinienne participent à ce projet en coopération avec la France, la Grèce, l'Italie et l'Espagne.

(f) *Projets sur l'eau et la désertification au Moyen-Orient, dans le cadre des mesures de renforcement de la confiance*

⁵ Source: informations incluses dans "Le processus de Barcelone – Le Partenariat Euro-Med: synthèse 2001", CE/DG RELEX, 2001.

Les activités concernant la gestion de l'eau et le combat contre la désertification au Moyen-Orient sont financées sous l'initiative du Processus de Paix MEDA, qui complète le processus de Barcelone. La Commission a attribué € 5 millions pour *l'Initiative pour l'eau*, qui implique la Banque Mondiale, € 7,1 millions pour la banque de données sur l'eau (phases 1-4) et € 3 millions pour le Centre de recherche de dessalement du Moyen-Orient. L'initiative régionale de *contrôle de la désertification* implique l'Égypte, Israël, la Jordanie, l'Autorité palestinienne et la Tunisie. La Commission a attribué € 3 millions pour ce projet, qui comprend trois composantes : programme de développement de la ligne de partage, eaux résiduaires traitées et utilisation de biosolides, ainsi que des options politiques socio-économiques. Le projet adopte une approche de multi-donateurs et est coordonné par la Banque Mondiale.

En dehors de MEDA, 45 projets traitant des besoins environnementaux des Partenaires méditerranéens ont été financés sous *LIFE-Pays Tiers* au cours de la période visée par le présent Rapport pour un coût de € 13.681.126. Les projets LIFE-Pays Tiers visent un large éventail de problèmes environnementaux, qui incluent la protection de la nature et la prévention/réduction de pollution, par le développement d'outils locaux et nationaux appropriés. Comme prévu dans le nouveau règlement LIFE, adopté en juillet 2000, l'objectif spécifique de LIFE-Pays Tiers est d'ores et déjà de contribuer au renforcement des capacités et des structures administratives. Cette approche est complémentaire à la dimension régionale de renforcement des capacités promu par le SMAP.

En outre, le 5^{ème} *Programme-cadre de Recherche* contribue à des objectifs politiques semblables par le biais de sa composante de la coopération internationale et notamment *MED INCO* :

- Cinq des 10 projets contractés en 2000 sous MED INCO sont relatifs à l'environnement. Ils concernent:
 - un système d'irrigation durable pour une utilisation efficace de l'eau sans réduction de la production de fruits (contribution de la CE: € 1.179.900. Partenaires: RU, Chypre, Maroc, Portugal, et Turquie)
 - l'utilisation en Méditerranée des eaux usagées traitées de façon biotechnologique (contribution de la CE : € 580.000. Partenaires: Portugal, Maroc, Turquie, Tunisie, Italie et Espagne)
 - le recyclage des eaux usagées des moulins à olive dans les pays méditerranéens - démonstration et réutilisation durable des résidus (contribution de la CE: € 899.240. Partenaires: Allemagne, Grèce, Espagne, Maroc, Belgique et Tunisie)
 - le développement des technologies présentant un bon rapport coût-efficacité pour le traitement des eaux usagées domestiques et leur réutilisation appropriée en agriculture dans des conditions climatiques arides (contribution de la CE : € 895.050. Partenaires : Pays-Bas, autorité palestinienne, Égypte, Jordanie, Grèce et Irlande)
 - la purification photo-électrochimique de l'eau (contribution de la CE : € 770.000. Partenaires : France, Autriche, Algérie, Égypte, Maroc, Espagne et Israël).

- Deux autres projets dans le cadre du programme INCO sont financés comme contribution à la mise en œuvre des objectifs de l'annexe IV de la Convention des Nations Unies pour combattre la désertification et traitent :
 - une action concertée pour soutenir le programme d'action régional de la Méditerranée du nord pour combattre la désertification (contribution de la CE: € 300.000. Partenaires: Italie, Portugal, Grèce, Espagne, France et Turquie)
 - le combat contre la désertification en Europe méditerranéenne : relier la science aux parties prenantes (contribution de la CE: en cours de négociation. Partenaires: RU, Italie, Espagne, Grèce, Pays-Bas et Portugal).
- En outre, 36 projets de recherche de l'UE liés à l'ozone troposphérique en Méditerranée ont été financés dans le cadre du Photoréacteur européen (EUPHORE), la plus vaste installation au monde permettant d'étudier la chimie de l'atmosphère. Sept de ces projets ont documenté le comportement spécifique des polluants aériens en Méditerranée et les liens entre les problèmes d'ozone et le changement climatique.

Conclusion 9: L'expérience de l'intégration environnementale dans d'autres domaines de coopération du PEM n'est pas très étendue mais a révélé un certain potentiel pour ces activités.

Conclusion 10 : Les Correspondants accueilleraient favorablement une plus grande diffusion d'informations au sein du Réseau SMAP sur d'autres activités financées par l'UE et relatives aux objectifs du SMAP.

Conclusion 11: Il y a des recherches pertinentes considérables financées par la CE. Il serait utile de diffuser leurs résultats au Réseau des Correspondants SMAP.

(c) La Zone de Libre-Echange Euro-Med (ZLE-EM)

Le commerce a toujours constitué un élément important de la coopération entre les pays méditerranéens et il est également essentiel dans le contexte Euro-Med. Les importations de l'UE en provenance des 11 Partenaires Med (les données pour l'Autorité palestinienne ne sont pas disponibles) ont augmenté de € 27.844 millions en 1990 à € 63.805 millions en 2000 (une augmentation de 229,1 %). De même, les exportations de l'UE ont augmenté de € 37.161 millions à € 84.973 millions (une augmentation de 228,6 %).

La Déclaration de Barcelone prévoit la création d'une Zone de Libre-échange Euro-méditerranéenne (ZLE-EM) avec l'année 2010 comme date cible. Les Accords d'Association et le financement MEDA seront les principaux outils de préparation des Partenaires pour cette ZLE-EM.

Pour s'assurer que les politiques en matière de commerce et d'environnement seront mutuellement complémentaires dans ce contexte, la Commission européenne a annoncé lors de la Conférence Euro-Med des ministres des affaires étrangères à Stuttgart en 1999 qu'une évaluation des impacts de la ZLE-EM sur la durabilité (SIA) serait lancée. Cette intention a été considérablement bien accueillie par les représentants de la société civile, et la SIA a été mentionnée parmi les actions prévues dans le cadre des Communications de 2000 sur le Partenariat Euro-Med. Afin d'éviter la duplication et assurer la complémentarité, le travail existant dans la CMDD et le METAP a été pris en considération dans les termes de référence pour cette SIA. La SIA sera complémentaire à une étude entreprise par FEMISE sur les implications du libre-échange en Méditerranée, qui a couvert des aspects économiques et sociaux. Au cours des préparatifs de la 5^{ème} Conférence des ministres des affaires étrangères euro-méditerranéens qui a eu lieu à Valence les 22–23 avril 2002, le Conseil de l'UE a demandé que l'on établisse un calendrier pour la SIA et a souligné la nécessité de la voir se concrétiser dans les délais.

Conclusion 12: La création de la ZLE-EM avance. Pour garantir que les politiques en matière d'environnement et de commerce seront mutuellement renforçantes dans le cadre de ce Partenariat, il est maintenant urgent de lancer une SIA dès que possible, en prenant en considération le travail réalisé dans le cadre de la CMDD et du METAP, et d'utiliser les conclusions de la SIA pour promouvoir une ZLE-EM durable.

3. S'APPUYER SUR LES LEÇONS APPRISES - RECOMMANDATIONS

A. Conception du SMAP et gestion des projets

(1) Priorités SMAP

Les cinq domaines prioritaires prévus dans le SMAP mettent en lumière les problèmes écologiques les plus importants dans la Méditerranée (eau, côtes, déchets, biodiversité, désertification), et sont en même temps vastes et suffisamment flexibles pour permettre que des problèmes spécifiques soient abordés sous l'enveloppe des zones sensibles. Comme les projets ont démarré seulement au milieu de l'année 2000, il n'y a aucun résultat visible jusqu'à présent et, en conséquence, il n'est pas donc possible d'évaluer la pertinence et la performance des projets SMAP. Par conséquent, il n'y a pas de justification à ce stade pour une modification des priorités environnementales sectorielles du programme SMAP.

Les Correspondants SMAP ont attiré l'attention sur les impacts énormes de certains développements en agriculture et dans le secteur du tourisme, qui tous deux sont de grande importance économique pour les 12 Partenaires méditerranéens. Néanmoins, étant donné leur nature en tant que secteurs importants d'activité économique lesquels ne constituent pas actuellement des secteurs prioritaires dans le cadre du Partenariat, ceux-ci ne peuvent pas devenir de nouvelles priorités distinctes au sein du SMAP. Par contre, il faut faire de plus grands efforts pour tenir compte de leurs liens avec les priorités du SMAP.

Un élément supplémentaire doit être pris en considération : depuis l'adoption du SMAP en 1997, il y a eu un développement considérable sur les questions liées au **changement climatique**, bien que le problème ne soit pas complètement nouveau dans le contexte méditerranéen. Des études de cas effectuées par PAM au cours des années 1980 ont mis en avant les incidences sur l'environnement de la hausse du niveau de la mer due au changement climatique, si des mesures n'étaient pas prises à temps. À la lumière du dernier succès de la CdP VII de l'UNFCCC, qui a rassemblé les Partenaires Euro-méditerranéens, il pourrait être d'intérêt commun d'**explorer les manières d'atteindre les objectifs** définis au niveau international par des approches régionales. L'engagement financier pour le SMAP régional est trop petit pour permettre des initiatives importantes à ce stade mais le dialogue entre les Partenaires pourrait permettre un processus de coopération plus à long terme.

Recommandation 1: Les domaines prioritaires actuels du SMAP devraient être conservés et l'accent devrait être mis sur la mise en œuvre des objectifs politiques reflétés dans le Programme.

Recommandation 2: Les Partenaires devraient promouvoir une meilleure intégration environnementale dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme en renforçant les liens existants avec les domaines prioritaires du SMAP et en considérant leurs conséquences sur l'environnement.

Recommandation 3: Les Partenaires devraient explorer les possibilités du dialogue et de la coopération régionale sur les effets du changement climatique, comme question trans-sectorielle, en visant à promouvoir l'intégration environnementale dans d'autres domaines de coopération euro-méditerranéenne et en renforçant les capacités y relatives.

(2) Procédures des projets et ressources

Les retards dans la mise en œuvre du SMAP sont dus à plusieurs facteurs.

Procédures : la mise en œuvre du SMAP est soumise au règlement et aux procédures MEDA puisque le SMAP est financé à ce stade principalement par les fonds du budget MEDA. Le fait que ces procédures étaient sur le point d'être finalisées au cours des dernières années, parallèlement à la réorganisation des services de la Commission européenne, a entraîné des retards dans la mise en œuvre du programme et a provoqué une lenteur au niveau du déboursement (26% des engagements totaux à la fin de la 1^{ère} phase de MEDA en 1999. Le déboursement est passé à 36% en 2000 et à 53% en 2001).

Diminuer le temps entre la soumission des propositions et la signature des contrats pour les projets sélectionnés, tout en respectant les procédures nécessaires pour la transparence et le besoin d'assurer de la qualité, serait fortement apprécié de tous.

Ressources : Le manque de personnel figure parmi les facteurs expliquant des retards dans la mise en œuvre du SMAP. Des mesures ont été maintenant prises pour remédier à cette situation, notamment par la **création à la fin 2000 d'EuropeAid** (connu également comme AIDCO), un nouveau service de la Commission chargé de la gestion du cycle de vie entier du projet pour tous les domaines de la coopération.

Le feedback aide toujours à bien planifier et améliorer la mise en œuvre politique. Les principales données d'entrée pour le feedback peuvent être fournies grâce au suivi **régulier des projets approuvés**. Ce suivi aiderait à la fois la Commission et les Partenaires impliqués à améliorer l'efficacité de la mise en œuvre du projet. La CE a approuvé un premier montant de € 2,5 millions qui pourrait être utilisé pour le fonctionnement **d'une Unité de Suivi SMAP** pour aider la Commission pendant les trois prochaines années à suivre le progrès de façon plus efficace. Cette Unité, qui devrait être en place dans quelques mois, facilitera la mise en réseau des professionnels concernés par les projets SMAP, fournira la formation sur la gestion du cycle de projet et suivra les projets de façon régulière.

Recommandation 4: *Les Correspondants SMAP et les Points Focaux devraient travailler activement avec l'Unité de Suivi dès que celle-ci serait créée afin d'accélérer l'approbation des projets SMAP et améliorer leur mise en œuvre.*

Qualité des projets : le pourcentage plutôt élevé des propositions régionales non admissibles soumises jusqu'à présent reflète les difficultés que pose la compréhension des appels à propositions. Il a fallu ajouter aux retards le temps exigé par de longues négociations devant servir à assurer que des projets admissibles présentent une qualité suffisante pour la signature des contrats.

L'expérience actuelle en matière de gestion des projets approuvés suggère la nécessité de disposer d'une approche sur deux fronts chargée d'améliorer la performance et diminuer la déception :

(a) Fournir **davantage de clarté dans les procédures et les critères** décrits dans les appels à propositions;

(b) **Renforcer davantage la capacité** des candidats actuels et des principaux candidats possibles à la fois dans la préparation des projets et la gestion du cycle entier du projet.

Recommandation 5: La Commission devrait fournir des lignes directrices claires sur les exigences relatives aux soumissions des projets et faciliter la mise à disposition de celles-ci.

Recommandation 6 : La Commission devrait explorer ce qu'elle peut faire pour aider davantage les partenaires locaux à améliorer la qualité des propositions de projet. À cet effet, la Commission prévoit la formation des principales parties prenantes afin de mieux gérer le cycle du projet et mieux comprendre l'approche du cadre logique.

(3) Examen de la mise en œuvre

Le SMAP continuera d'évoluer au rythme du changement imposé par les pressions environnementales sur le contexte méditerranéen et international en faveur d'actions. Ainsi, d'autres réexamens du cadre seront essentiels pour garantir qu'il continue d'être un véhicule utile permettant la réalisation des objectifs communs. La présentation de Rapports par l'Unité de Suivi jouera un rôle pour déterminer le moment opportun et le champ d'application du futur réexamen, tout comme le progrès au niveau national.

Recommandation 7: La Commission devrait prendre l'initiative de lancer le prochain réexamen de la mise en œuvre du SMAP dans environ 4-5 ans. Pour contribuer à ce processus, la Commission a attribué des fonds pour l'évaluation des projets régionaux pilotes lorsque ces derniers seront terminés. Les informations sur le progrès des projets continueront d'être présentées au Réseau des Correspondants SMAP lors de ses réunions annuelles.

(4) Participation

La participation d'un large éventail de parties prenantes, y compris les représentants de la société civile, dans les projets régionaux SMAP a été encouragée dès le début afin de mieux promouvoir la compréhension et le consensus. Cependant, jusqu'à présent, il y a eu peu de projets avec un partenariat aussi vaste.

Les personnes trouvent qu'il est plus facile de coopérer avec ceux qui appartiennent à la même catégorie de parties prenantes. **Les projets régionaux concernant l'environnement exigent des travaux préparatoires considérables et impliquent un coût** qui ne peut pas être facilement supporté par certaines catégories de candidats. Les petits candidats tels que les ONG et les municipalités risquent d'être exclus des projets régionaux à moins qu'ils ne participent à des partenariats beaucoup plus larges.

À l'heure actuelle, certains candidats potentiels ne disposent pas de suffisamment d'informations pour participer. Ils recherchent des informations principalement par les canaux de la CE : sites Internet, publications et contacts personnels. Alors que cela est bien accueilli, cela ne peut pas remplacer les contacts locaux avec les correspondants SMAP. **La mobilisation et l'information au niveau national** seraient très utiles pour générer de bonnes propositions qui correspondraient aux priorités nationales et aux engagements internationaux. La Commission a approuvé un premier montant de € 2,5 millions qui peuvent être utilisés **pour soutenir les Correspondants SMAP**, via les instituts nationaux compétents actuels (**les Points Focaux**) qui doivent toujours être sélectionnés, afin de les aider à assumer leurs responsabilités selon ce qui sera convenu dans leur termes de référence. On espère que les Points Focaux permettront également aux Correspondants de contribuer de façon plus complète à un réseau efficace du SMAP. La Commission proposera des termes de référence détaillés pour les Points Focaux.

Recommandation 8: La mise en réseau doit être renforcée davantage à tous les niveaux et pour toutes les catégories de parties prenantes. Cela faciliterait également la participation d'un large éventail de parties prenantes dans les projets régionaux soumis.

Recommandation 9: Les procédures de mise en place du mécanisme d'aide financière/administrative en faveur des 12 Correspondants SMAP via des Points Focaux (les instituts nationaux) devraient être accélérées afin de contribuer à une meilleure mise en œuvre du SMAP.

Recommandation 10: Davantage de mobilisation des ressources aux niveaux national, régional et de la Commission augmenterait l'efficacité du Réseau SMAP et produirait davantage d'échanges substantiels d'expérience entre les correspondants.

(5) Coordination avec d'autres Programmes environnementaux dans la région

Les ressources sont rares et la duplication doit être évitée. En outre, chaque programme existant de coopération actuel présente une histoire, des caractéristiques spéciales et une plus-value propre.

Dès le début, la Déclaration de Barcelone a accordé un rôle privilégié à **la Convention de Barcelone/PAM** dans le Partenariat, en reconnaissance à la longue existence et expérience qu'elle a eue en matière de coopération environnementale

dans la région. En fait, comme cela est suggéré dans la Déclaration de Barcelone, le **SMAP s'est basé sur** cette expérience et prévoit une **complémentarité** avec PAM ainsi qu'avec **METAP** et avec **la BEI** dans ses actions.

En outre, un certain nombre de **Conventions globales**, telles que la Convention Ramsar sur les zones humides, représentée par le MEDWET en Méditerranée, et la Convention des Nations Unies pour combattre la désertification, présentent des dispositions particulières qui s'appliquent à la Méditerranée. Il est nécessaire de chercher des synergies avec ces Conventions pour la mise en œuvre des domaines prioritaires respectifs du SMAP.

Une coopération efficace entre ces organisations et ces programmes doit être basée sur une coordination **étroite** de leurs secrétariats respectifs et sur **l'échange réciproque d'informations** afin de viser **la cohérence politique**. Cette coopération de base a été mise en place dès le début des consultations concernant le SMAP et est continuellement intensifiée. Cependant, il est nécessaire d'utiliser toutes les possibilités et de prendre une autre mesure pour promouvoir **davantage de cohérence**. Ainsi, le financement du SMAP/MEDA pourrait être axé sur des projets pilotes et le renforcement de capacité facilitant la mise en œuvre par les pays méditerranéens des engagements qu'ils ont pris dans le cadre de la PAM notamment. Un accent particulier devrait être donné à **la mise en œuvre des recommandations adoptées par les Parties Contractantes** de la Convention de Barcelone (y compris celles qui sont développées et proposées par la CMDD).

Recommandation 11: La Commission européenne, qui coordonne le SMAP, l'Unité de Coordination du PAM et le Secrétariat du METAP devraient davantage renforcer leur coopération en se basant sur leurs expériences respectives et avantages comparatifs afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et d'augmenter l'efficacité des actions dans la région.

Recommandation 12: Les Correspondants SMAP et les secrétariats des Conventions/Programmes environnementaux pertinents pourraient être invités à prendre l'initiative d'utiliser les possibilités offertes par le SMAP en plus de leurs propres politiques nationales afin de faciliter la mise en œuvre des engagements pris par les pays méditerranéens dans ces contextes. À cet effet, davantage de coordination des Correspondants SMAP avec les Points Focaux nationaux pour ces Conventions/Programmes environnementaux dans leurs pays respectifs serait d'une grande importance.

D'autres efforts devraient être réalisés pour assurer **la cohérence politique et la complémentarité entre les projets financés par les différents instruments** dans les mêmes zones géographiques (aux niveaux local, sous-régional, national et régional) à la fois au sein et au-delà du Partenariat Euro-Med. METAP et d'autres donateurs pourraient être invités à joindre leurs efforts dans ce même but. L'existence de politiques nationales claires de développement durable et de l'environnement aiderait chacun à respecter des priorités convenues au niveau national. Les réexamens des politiques nationales d'un point de vue du développement durable, dont la mise en pratique par les pays méditerranéens est

facilitée par le PAM, constituent un outil très pratique à cet effet. Certains pays Med ont déjà préparé ces réexamens avec l'aide du PAM (de l'Unité de Coordination pour les brochures nationales sur l'environnement et le développement durable, et du Plan Bleu/CAR pour les analyses de la performance des pays).

Recommandation 13: *La 2^{ème} Conférence Ministérielle Euro-Méditerranéenne sur l'environnement devrait servir à explorer les possibilités permettant d'améliorer la cohérence du soutien des donateurs en faveur de l'environnement aux niveaux national et régional.*

B. Aspects politiques

(6) Le concept du Développement Durable

L'expérience a montré qu'il existe une confusion générale dans le processus Euro-Med à propos du **concept du "développement durable"**. La Déclaration de Barcelone elle-même n'utilise pas le terme mais comprend à la place "le développement économique et social durable". Cela reflète le fait qu'elle a été adoptée en 1995 – lorsque le rôle de l'environnement en tant que l'une des trois composantes de la durabilité n'était pas encore si clairement compris. En conséquence, certains acteurs montrent toujours une certaine réticence à considérer l'environnement comme étant une dimension horizontale à intégrer dans tous les aspects du partenariat euro-méditerranéen et ont à la place l'impression que l'environnement peut être traité comme une simple politique verticale/sectorielle isolée des autres. Ce qui est évident pour les Ministres de l'environnement et est reflété très brièvement dans les objectifs SMAP, n'a pas été perçu de la même manière par ceux qui représentent des politiques différentes. Heureusement, le sommet de Valence a fait des progrès en assimilant mieux le concept du développement durable dans le Partenariat.

Recommandation 14: Il est impératif d'équilibrer les composantes économiques, sociales et environnementales du développement durable dans le 2^{ème} chapitre du Partenariat euro-méditerranéen. À Athènes, les Ministres de l'environnement devraient accueillir favorablement l'affirmation des Ministres des affaires étrangères euro-méditerranéens à Valence selon laquelle le développement durable constitue le principe directeur du Partenariat. Les Ministres et les Correspondants SMAP doivent travailler en vue d'introduire le concept du développement durable dans tous les aspects du Partenariat.

(7) Intégration environnementale dans les secteurs prioritaires du Partenariat Euro-méditerranéen

Dans la ZLE-EM : La coopération précoce entre les différents secteurs concernés par le processus peut contribuer à faire de cette ZLE-EM une zone écologiquement solide et durable. Pour que les politiques en matière de commerce et d'environnement soient mutuellement complémentaires il faut encore beaucoup de travail pour traduire les aspirations en termes pratiques. L'existence du Partenariat Euro-Med et de la longue coopération environnementale fait de la région méditerranéenne un cas très approprié pour la mise en œuvre des engagements internationaux sur le soutien mutuel. Cela pourrait contribuer à transformer la ZLE-EM en outil réel et efficace pouvant donner lieu à une zone Euro-Med de prospérité, de paix et de stabilité partagées, et de respect mutuel des identités culturelles riches de la région.

Recommandation 15: *Il est essentiel de développer un calendrier strict pour l'évaluation des impacts sur la durabilité et de la compléter d'urgence. Ses conclusions devraient être prises en considération afin de promouvoir la durabilité de la ZLE-EM par des politiques nécessaires et les mesures opérationnelles.*

Recommandation 16: *Les Conférences Ministérielles Euro-Med sur le commerce et sur l'environnement sont invitées à explorer les façons appropriées de rendre ces deux politiques mutuellement renforçantes en termes pratiques et d'accorder une attention particulière au développement d'une stratégie d'intégration environnementale dans ce contexte.*

Dans les secteurs prioritaires comme reflété dans les PIN et PIR : Sur base de l'information disponible exposée ci-dessus, les liens entre les politiques sectorielles et l'environnement tels que reflétés dans les projets financés par MEDA aux niveaux régional et national semblent plutôt faibles. L'engagement d'environ 6% du total de MEDA I pour des activités environnementales au sens large, principalement au moyen de bonifications d'intérêt fournies par MEDA pour les prêts environnementaux de la BEI, ne peut pas être considéré comme très satisfaisant. Les avantages d'un plus grand accent mis sur la protection de l'environnement auraient rapporté des profits de loin supérieurs aux coûts. Évidemment, le Programme est encore jeune et les PIR/PIN pour 2002-2004 sont très prometteurs. En outre, la sensibilisation à l'environnement est en hausse et on assiste à une plus grande compréhension politique du concept du développement durable. Ces deux éléments laissent envisager un certain optimisme concernant une planification plus durable et cohérente des différentes composantes du Partenariat Euro-Med. Le dialogue en cours au niveau international pourrait également contribuer à ce processus.

Recommandation 17: Des considérations environnementales devraient être intégrées dans les politiques, les programmes et les projets du PEM aux niveaux régional et national. L'intégration dans d'autres secteurs prioritaires du deuxième chapitre du Partenariat Euro-méditerranéen, avec un accent particulier sur l'eau, l'industrie, le transport et l'énergie, sera d'une importance particulière.

Un cadre stratégique : La mise en œuvre du SMAP et la promotion d'une approche de développement durable seraient considérablement renforcées si les Partenaires convenaient d'une **Stratégie méditerranéenne commune en faveur de l'intégration de l'environnement**. La Conférence Euro-Med des ministres des affaires étrangères à Valence a déjà accepté la proposition de la Commission visant à lancer ce processus. Cette stratégie ne substituerait pas le SMAP mais le compléterait et le renforcerait étant donné qu'elle devrait être préparée essentiellement par d'autres formations sectorielles du Partenariat plutôt que dans le contexte du SMAP. Le rôle des Ministres de l'environnement serait de fournir un cadre général qui permette de guider le travail des autres. Un engagement par le Partenariat vers des étapes pratiques d'intégration environnementale constituerait une importante contribution Euro-Med au prochain Sommet Mondial pour le Développement Durable.

Afin de prendre des décisions sur la base des recommandations mentionnées ci-dessus, les Partenaires pourraient prendre l'impulsion des prochaines Conférences Ministérielles Euro-méditerranéennes et notamment celle sur l'environnement. Il conviendrait de passer en revue le progrès de la mise en œuvre à la fois des activités SMAP et de la stratégie d'intégration de l'environnement.

Recommandation 18: Conformément au Plan d'action adopté lors de la Conférence de Valence, il faudrait préparer un cadre de stratégie Euro-méditerranéenne pour l'intégration de l'environnement, en vue de son adoption par la 2^{ème} Conférence Ministérielle Euro-Med sur l'environnement qui doit avoir lieu à Athènes les 8-10 juillet 2002. Ce cadre pourrait être soumis par la suite à la 6^{ème} Conférence des ^Ministres des affaires étrangères pour approbation. Ceux qui sont concernés dans les secteurs prioritaires économiques et sociaux du Partenariat pourraient être invités à adapter et à mettre en œuvre le cadre dans le contexte de leur propre travail et à fournir des rapports sur ce sujet à l'occasion de la 7^{ème} Conférence Euro-méditerranéenne des Ministres des affaires étrangères.

Les Partenaires sont invités à prendre en considération ces recommandations dans le cadre de la préparation de la Conférence Euro-méditerranéenne des Ministres de l'environnement.

4. ANNEXES

- (1)** Carte des pays méditerranéens et tableau indiquant leur participation dans différents Programmes de coopération
- (2)** A. Les projets régionaux SMAP sélectionnés pour financement
B. Les projets régionaux SMAP: statistiques et graphiques
- (3)** A. Prêts de la BEI dans les pays méditerranéens
B. Financement de l'UE dans les pays Med pour leur environnement
C. Projets environnementaux de la BEI dans les pays partenaires méditerranéens
- (4)** Termes de Référence du Réseau des Correspondants SMAP
- (5)** Points de contact
 - Correspondants SMAP
 - Le Comité de suivi des ONG

Annex 1:

Map of Mediterranean Countries and Table showing their Involvement in different Co-operation Programmes

	<i>Page</i>
Map of the Euro-Mediterranean Partnership	41
Table of Involvement of the Mediterranean Countries in different Co-operation Programmes	42



Euro-Mediterranean Partnership

Parties to the Barcelona Convention, Partners of the Euro-Mediterranean Partnership and METAP Beneficiaries

<i>Country</i>	<i>Barcelona Convention</i>	<i>Euro-Med Partnership</i>	<i>METAP Beneficiary</i>
Albania	✓		✓
Algeria	✓	✓	✓
Bosnia & Herzegovina	✓		✓
Croatia	✓		✓
Cyprus	✓	✓	✓
Egypt	✓	✓	✓
Israel	✓	✓	
Jordan		✓	✓
Lebanon	✓	✓	✓
Libya	✓	(observer)	✓
Malta	✓	✓	
Monaco	✓		
Morocco	✓	✓	✓
Palestinian National Authority		✓	✓
Slovenia	✓		✓
Syria	✓	✓	✓
Tunisia	✓	✓	✓
Turkey	✓	✓	✓
Ex-Yugoslavia/Serbia	(before the split-up)		
Austria		✓	
Belgium		✓	
Denmark		✓	
Germany		✓	
Greece	✓	✓	
Finland		✓	
France	✓	✓	
Ireland		✓	
Italy	✓	✓	
Luxembourg		✓	
Netherlands		✓	
Portugal		✓	
Spain	✓	✓	
Sweden		✓	
United Kingdom		✓	

Annex 2A:
The SMAP Regional Projects selected for funding

	<i>Page</i>
SMAP 98-99: Projects Selected for Funding	44
SMAP 2000: Projects Shortlisted.....	46

SMAP 98-99: Projects Selected for Funding

(ME8/B7-4100/1B/99/0233,1-6)

No.	Project Title	Applicant Name/ Country	Countries involved	Total Cost €	EC Contribution €	%	Category/ Duration (months)	Signature of contract
1	Conservation and Management of Biodiversity Hot-Spots: Developing a Mediterranean Network	WWF - European Policy Programme, Italy	Italy, Lebanon, Morocco, Tunisia, Turkey	1.397.811	1.117.800	79,97	Biodiversity/ 24	19.12.00
2	Promoting Sustainable Use of Agricultural Land through the introduction of Organic Farming Methods	EBDA - Egyptian Biodynamic Association, Egypt	Egypt, Germany, Tunisia, Turkey	1.157.585	810.310	70	Desertification/ 24	29.10.00
3	Regional Community Solid Waste Management Programme	RAED - The Arab NGO for Environment and Development, Egypt	Egypt, Lebanon, Morocco, Netherlands, Tunisia	1.113.762	902.147	81	Waste/ 24	24.10.00
4	Integrated Coastal Management between Jbeil/Amsheet and Latakia	ENVIROTECH, Lebanon	Italy, Lebanon, Syria	1.611.300	1.401.100	86,95	Coastal Zone/ 24	03.11.00
5	Mediterranean Urban Waste Management Programme	UNDP - Regional Bureau for Arab States, UN	Cyprus, Egypt, Jordan, Spain	908.480	720.840	79,35	Waste/ 18	01.12.00
6	S.E. Mediterranean Water Community Programmes	Friends of the Earth - Middle East (ex-EcoPeace), Israel	Belgium, Israel, Jordan, Palestine	703.729	561.063	79,73	Water/ 36	23.12.01
Total Contribution SMAP 98-99				6.892.667	5.513.260			

SMAP 2000 Call for Proposals

Shortlisted projects (Budget line B7-4100)

No.	Project Title	Applicant Name/ Country	Countries involved	Total Cost €	EC Contribution €	%	Category/ Duration (months)	Signature of contract
2000/014-1	Integrated Waste Management for the Olive Oil Pressing Industries in Lebanon, Syria and Jordan	United Nations Development Programme, Lebanon	Jordan, Lebanon, Spain, Syria	2.196.790	1.738.412	79,13	Waste/ 28	
2000/032-2	Regional Project for the Development of Marine and Coastal Protected Areas in the Mediterranean Region	Regional Activity Centre for Specially Protected Areas (RAC/SPA), Tunisia	Algeria, Cyprus, France, Israel, Italy, Malta, Morocco, Spain, Syria, Tunisia	2.304.881	1.748.374	75,86	Coastal zones/ 30	01.02.02
2000/004-3	The Fara'a and Jerash Integrated Watershed Management	Ministry of Environmental Affairs, Palestinian Authority	Jordan, Palestinian Authority, The Netherlands	4.872.105	3.812.105	78,24	Water/ 36	
2000/033-4	Implementation of a PV Water Pumping and Purification Program in Mediterranean Countries	Universidad Politécnica de Madrid - Instituto de energía solar, Spain	Algeria, France, Morocco, Spain, Tunisia	3.296.779	2.291.013	69,49	Water/ 34	22.12.01
2000/008-5	Demonstration Project on Strategies to Combat Desertification in Arid Lands with Direct Involvement of Local Agropastoral Communities in North Africa	Nucleo di Ricerca Sulla Desertificazione Università di Sassari, Italy	Italy, Morocco, Tunisia	4.266.463	3.413.171	80	Desertification/ 36	
2000/005-6	Mise en place de systèmes de suivi-évaluation des programmes d'action de lutte contre la désertification dans les pays maghrébins de la Méditerranée	Observatoire du Sahara et du Sahel, Tunisia	Germany, Italy, Morocco, Tunisia	2.241.383	1.589.383	70,91	Desertifi- cation/ 36	

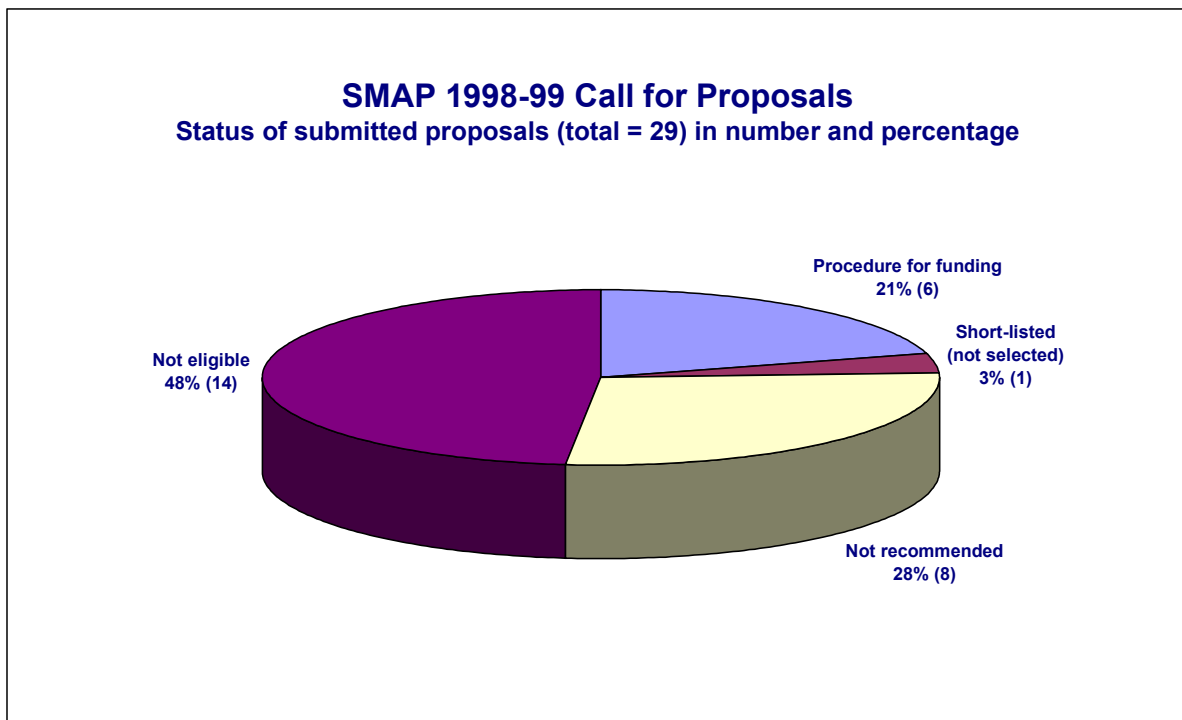
2000/027-7	Urban air quality improvement through Air Quality and Mobility Plans and the institutional strengthens of local administrations on air quality	ICAEN (Institut Català d'Energia), Spain	Cyprus, Lebanon, Morocco, Spain	2.673.906	2.020.745	75,57	Hot spots/ 36	01.02.02
2000/013-8	Preparation of an Environmental Master Plan and a Short-to-Medium Term Action Plan for the Nahr-Al-Kabir River in Lebanon and Syria	The National Center for Remote Sensing, Lebanon	Lebanon, Syria	1.629.726	1.269.782	77,91	Water/ 28	
2000/061-9	Regional Solid Waste Management Project in METAP Mashreq and Maghreb Countries	The World Bank - Rural Development, Water and Environment MNSRE, International	Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Spain, Syria, Tunisia, Palestinian Authority	6.250.000	5.000.000	80	Waste/ 36	01.02.02
	SMAP 2000: Projects contracted				11.060.132			
	Total Cost SMAP 2000 Projects			29.732.033	23.336.841			

Annex 2B:

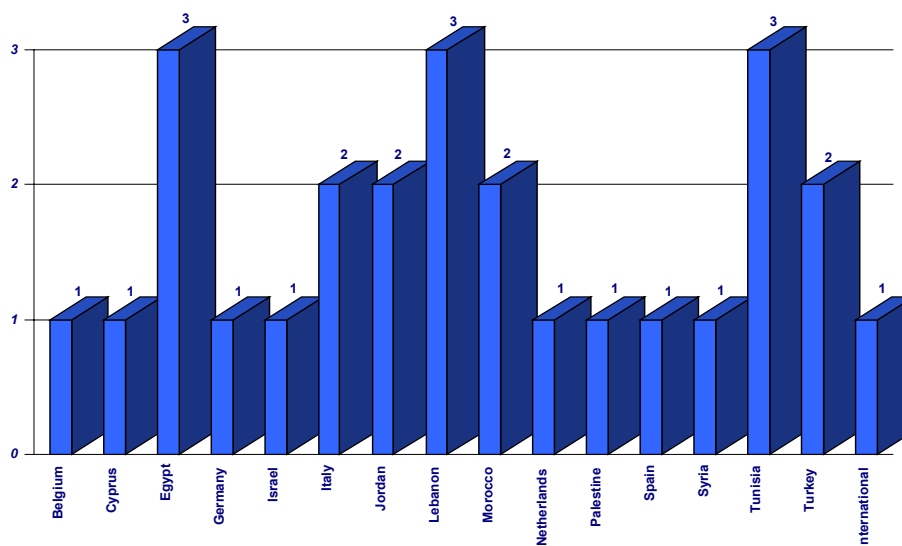
The SMAP Regional Projects: Statistics and Graphs

	<i>Page</i>
1. SMAP 1998-99:	
Status of submitted proposals.....	48
Participation per Partner Country in number	49
Participation per Partner Country in percentage	49
Contractors by category.....	50
Projects by sector.....	50
2. SMAP 2000:	
Status of submitted proposals.....	51
Participation per Partner Country – submitted proposals (no).....	52
Participation per Partner Country – submitted proposals (5).....	52
Participation per Partner Country – shortlisted proposals (no).....	53
Participation per Partner Country – shortlisted proposals (%).....	53
Participation per Applicant Country – submitted proposals (no).....	54
Participation per Applicant Country –submitted proposals (%)	54
Applicant Countries involved in shortlisted project.....	55
Partners by category – shortlisted project	55
Submitted proposals by sector.....	56
Shortlisted proposals by sector.....	56
Applicants by category – submitted proposals.....	57
Applicants by category – shortlisted proposals.....	57

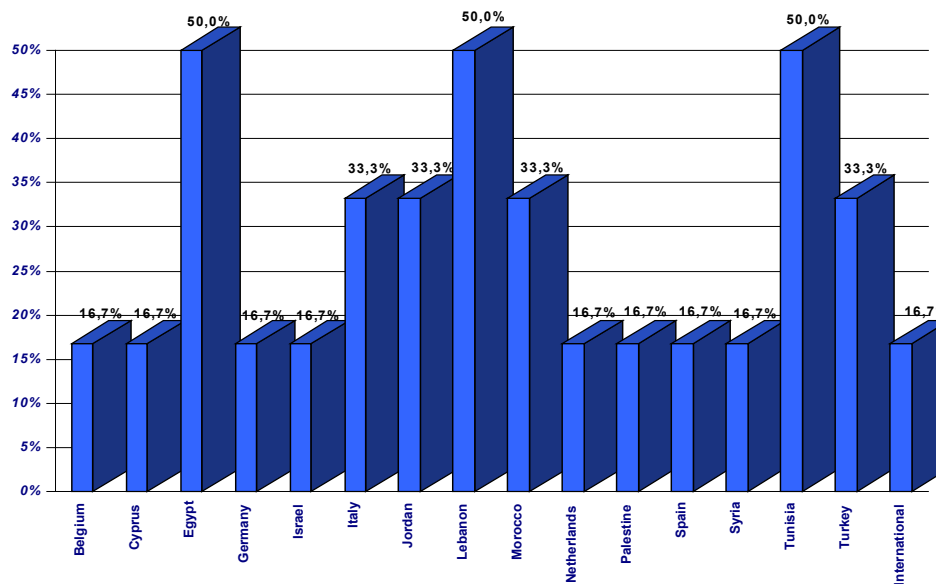
1. SMAP 1998-99



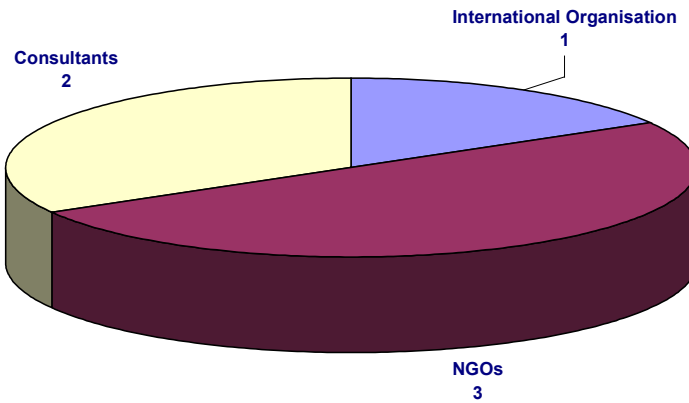
SMAP 98-99. Projects selected for funding
Participation per Partner Country (no. of projects selected for funding = 6)



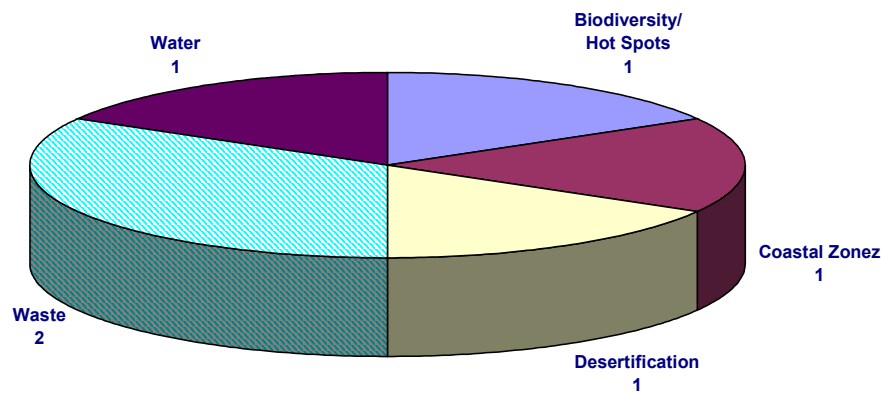
SMAP 98-99. Projects selected for funding
Participation per Partner Country (% of projects selected for funding = 6)



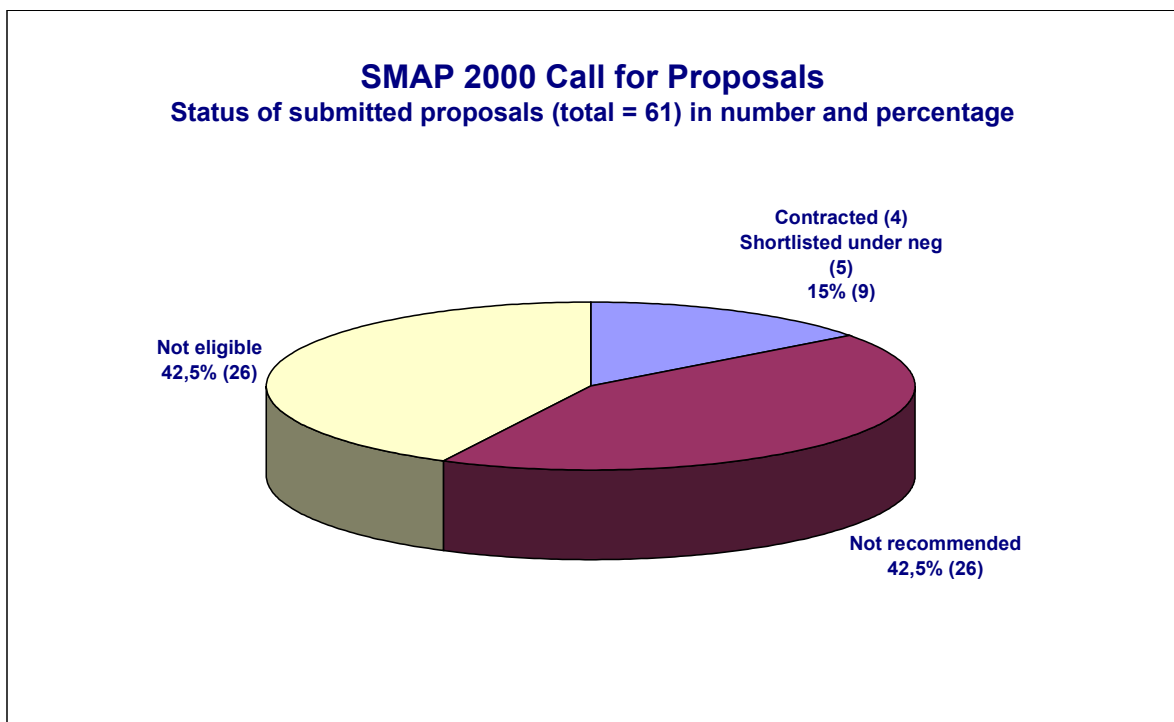
SMAP 98-99. Projects selected for funding Contractors by category



SMAP 98-99. Projects selected for funding Projects by sector

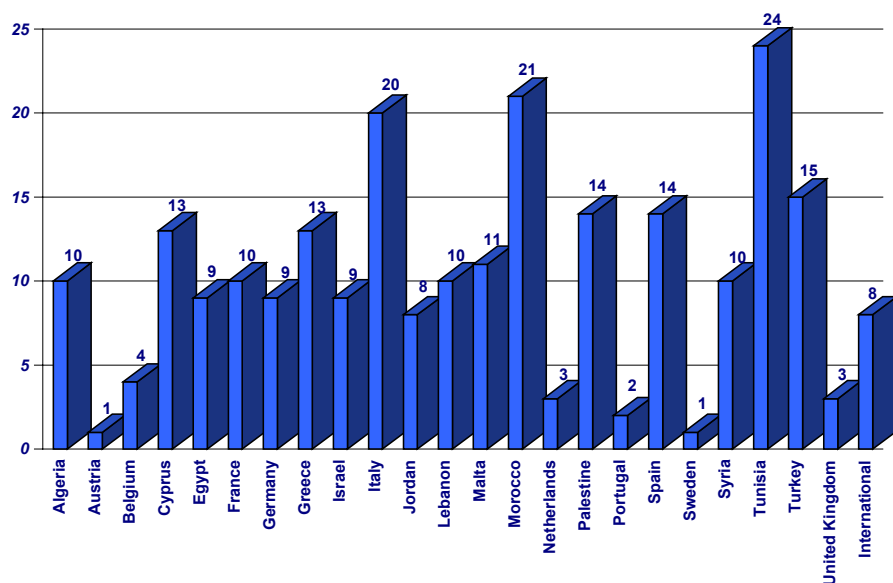


2. SMAP 2000



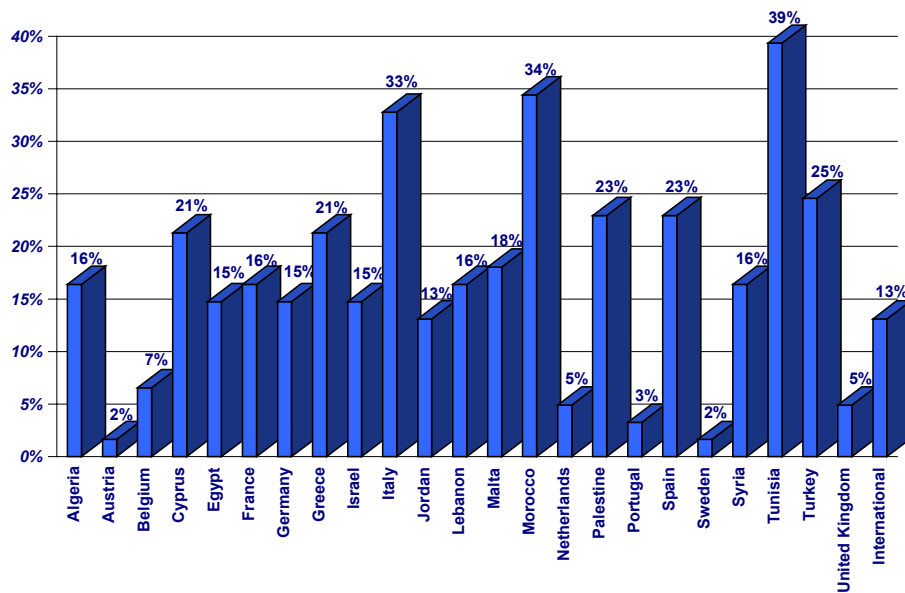
SMAP 2000 Call for Proposals

Participation per Partner Country (no. of submitted proposals / total = 61)

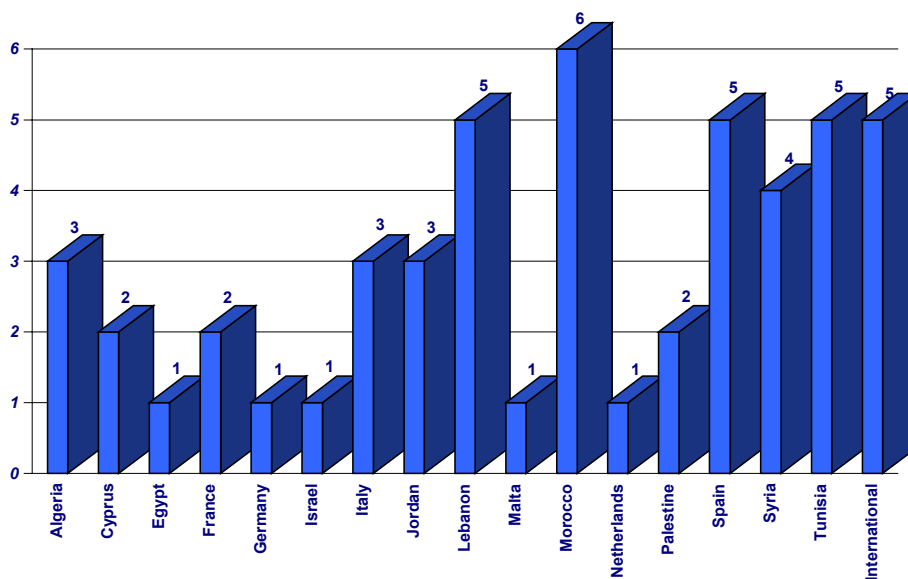


SMAP 2000 Call for Proposals

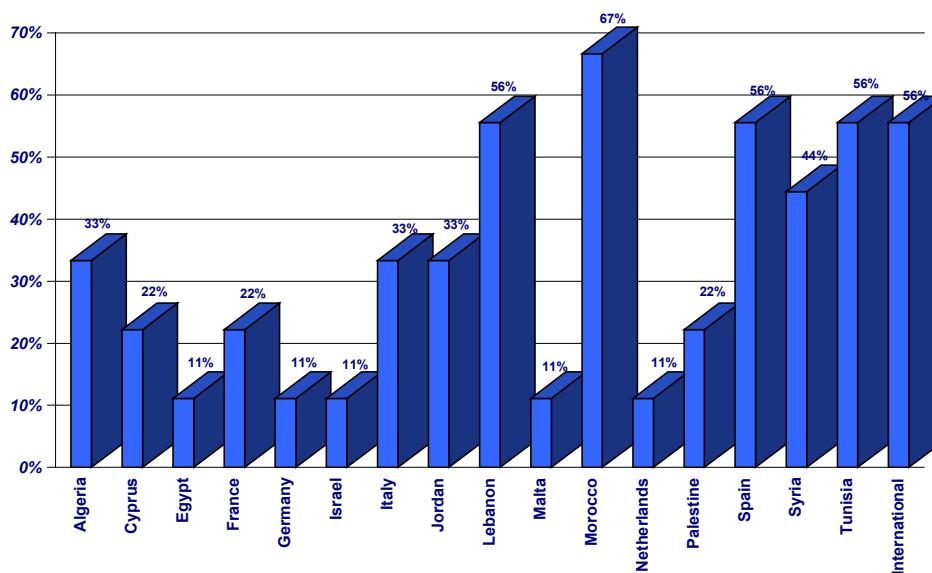
Participation per Partner Country (% of submitted proposals / total = 61)



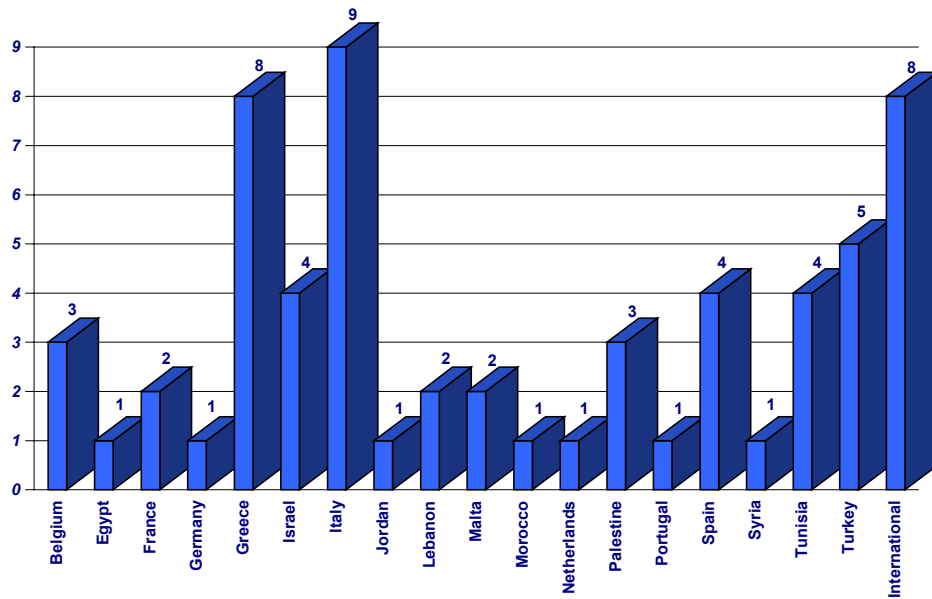
SMAP 2000 Call for Proposals
Participation per Partner Country (no. of shortlisted proposals / total = 9)



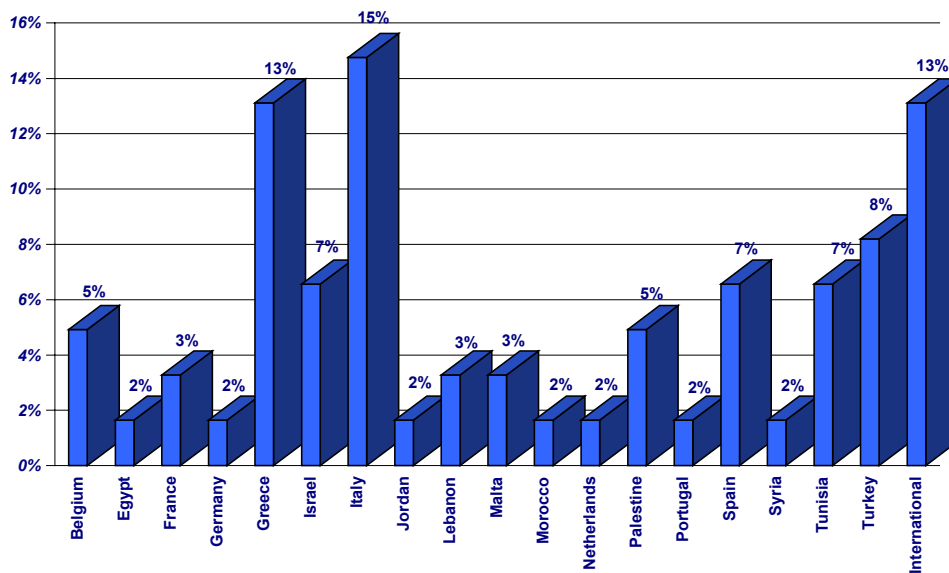
SMAP 2000 Call for Proposals
Participation per Partner Country (% of shortlisted proposals / total 9)



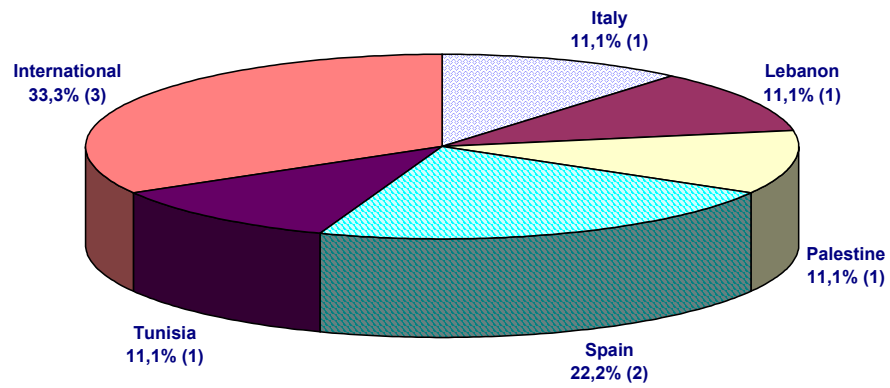
SMAP 2000 Call for Proposals
Participation per Applicant Country (no. of submitted proposals = 61)



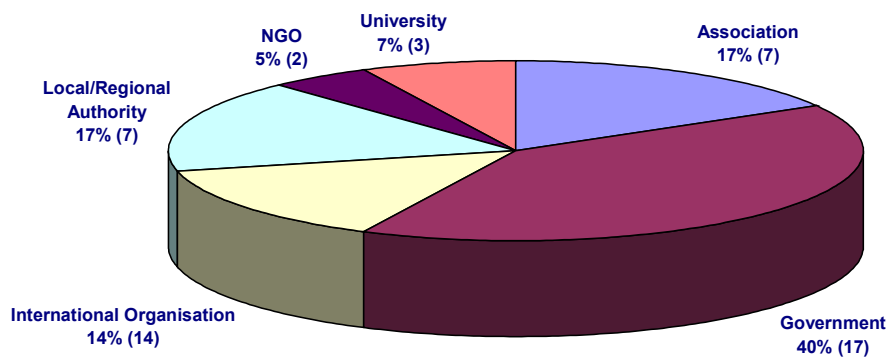
SMAP 2000 Call for Proposals
Participation per Applicant Country (% of submitted proposals = 61)



SMAP 2000 Call for Proposals
Applicant Countries involved in shortlisted projects (total = 9)

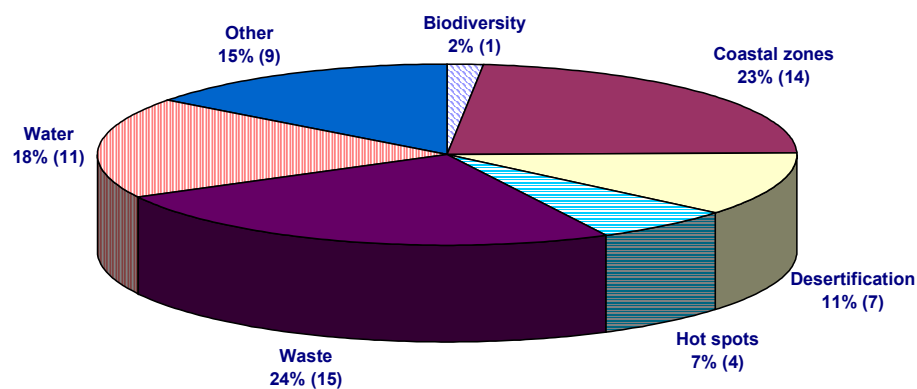


SMAP 2000 Call for Proposals
Partners by category (no. and % of shortlisted projects = 9)



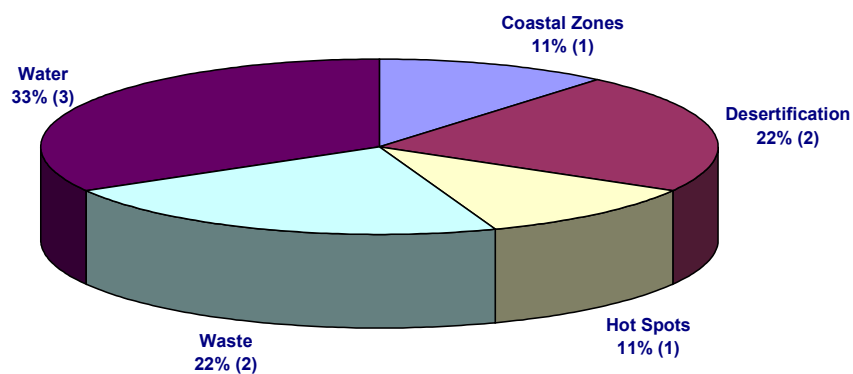
SMAP 2000 Call for Proposals

Submitted proposals by sector (number and percentage; total = 61)

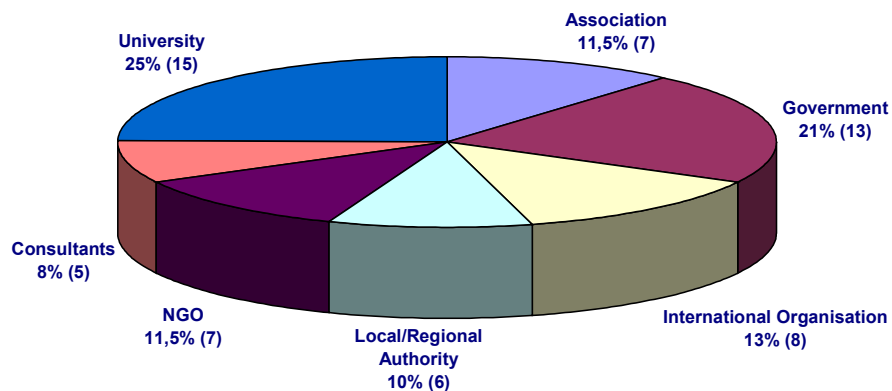


SMAP 2000 Call for Proposals

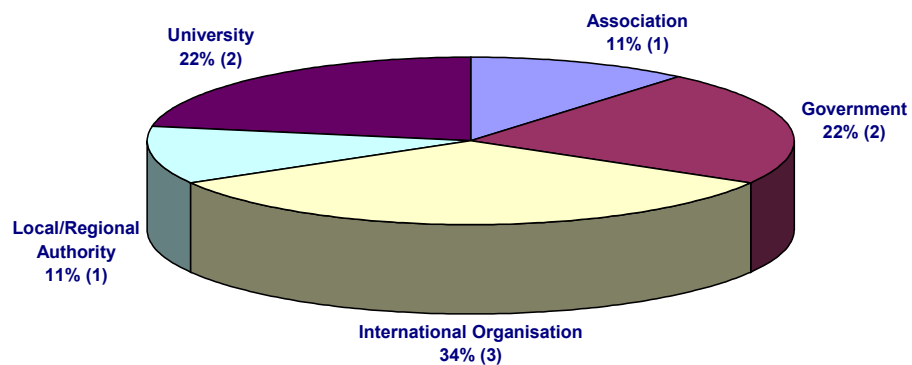
Shortlisted proposals by sector (number and percentage; total = 9)



SMAP 2000 Call for Proposals
Applicants by category (no. and % of submitted proposals = 61)



SMAP 2000 Call for Proposals
Applicants by category (no. and % of shortlisted projects = 9)



Annex 3:
**EU Funding in Mediterranean Countries for their
Environment**

A. EIB lending for environmental protection in the Mediterranean	59
B. EU funding in Mediterranean Countries for their environment	60
C. EIB environmental projects in the Mediterranean Partner Countries.....	63

**EIB lending for environmental protection
in the Mediterranean
(1992 - November 2001)**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Total
Egypt	45,0				105,0	10,0	25,0	55,0	50,0		290,0
Jordan	5,0		12,0	18,0	9,0		40,0				84,0
Lebanon	16,0			60,0	50,0	100,0					226,0
Syria	20,4										20,4
Algeria	53,0	60,0			50,0		30,0			225,0	418,0
Morocco			40,0		30,5	50,0	9,0	44,0		50,0	223,5
Tunisia	17,0	60,0	25,0	15,0		40,0	40,0	45,0	70,0	95,0	407,0
Cyprus			17,0	10,0	15,0	30,0					72,0
Gaza/ West Bank					30,0		30,0	10,0			70,0
Israel				58,0							58,0
Malta		7,0		15,0							22,0
Turkey				80,0	90,0	45,0	32,0	38,0	150,0	60,0	495,0
Total	156,4	127,0	94,0	256,0	379,5	275,0	206,0	192,0	270,0	430,0	2385,9

Total EIB Lending in the Mediterranean											
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Total
	320,8	680,5	607,0	1037,5	681,0	1122,0	886,0	801,0	1214,0	1401,0	8750,8

of which environment as a % of total EIB lending in the Mediterranean:											
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Total
	48,8	18,7	15,5	24,7	55,7	24,5	23,3	24,0	22,2	30,7	27,3

**EU funding in Mediterranean Countries for their environment
(commitment in million Euro)**

Country	Protocols (1977-96)	MEDA I (1995-2000)							Member States 1)		MEDA II (2001-04)			Other programmes 1) Environment (1995-2001)	
		EIB loans Total	Env	EIB Cap. risk	EC special loans	Grants Total	Env	EIB IRS	Total	Env	NIP (incl 2001)	Of which Env			
Algeria	214,00	620,00	50,00 (1996)	11,00	—	194,00	—	10,75	n.a.	20,00	150,00	5,00 ca 3%	(IRS)	LIFE 3C WB UNDP	0,05 90,26 2,59
Egypt	661,00	531,00	50,00	31,50	—	615,00	—	12,70	1.650,00	250,00	351,00	31,00 24,00 ca 16%	(IRS) (Sust.)	Compl BL UNDP USAID Canada	20,30 2,14 1.067,50 19,80
Jordan	414,00	283,00	40,00 (2000?)	—	—	269,00	5,00	8,20	1.200,00	192,55	142,00	5,00 ca 4%		USAID WB	164,31 63,64
Lebanon	163,70	553,00	—	3,00	7,00	166,00	—	31,10	900,00	29,71	80,00	22,00 ca 28%			
Morocco	1.091,00	867,00	—	45,00	—	797,00	1,90	60,40	1.373,66	111,23	426,00	30,00 10,00 ca 9%	(IRS)	LIFE 3C MAP Compl BL	0,51 2,50 5,50
Palestine 2)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	208,00	—	22,02	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		n.a.	
Syria	50,00	200,00	—	—	—	137,00	8,00 (2000- 2001)	0,00	144,25	42,80	44,00 ³⁾ 93,00	8,00 ca 6%			
Tunisia	742,00	620,00	50,00	60,00	—	504,00	8,50 (2000- 2001)	35,40 (2001: 31,0)	832,60	258,50	248,65			WB	98,18
Turkey 2)	n.a.	n.a.	80,00	n.a.	n.a.	685,00	-	45,60	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		n.a.	
Sub-total	3.335,70	3.674,00	270,00 ca 7%	150,50	7,00	3.575,00	23,40 ca 0,7%	226,17	6.100,51	904,79	1.534,65	135,00 ca 9%			1.537,28
Regional	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	557,00	10,62 ca 1,9% 4)	n.a.	n.a.	n.a.	93,00	49,90 ca 54% 5)			
Total	3.335,70	3.674,00	270,00	150,50	7,00	4.132,00	34,02	226,17	6.100,51	904,79	1.627,65	184,90			1.537,28

							ca 0,8%	6)				ca 11%			
							6)								

1) Information might not be complete

2) Information not yet available // n.a. = not available

3) Preparation started in 2001 / project not started by spring 2002

4) 6 (SMAP'98)+4.62 (Research)

5) 30 (SMAP2000) + 15 (SMAP2002) + 1.9 (Energy) + 3 (Desertification)

6) EIB IRS and Grants for the environment add up to 260,19 million € and correspond to 6,3% of the total funding under MEDA I

Sources: Information based mainly on DG RELEX Country Strategy Papers 2002-2006 and National Indicative Programme 2002-2004

EIB lending for environmental protection in Euro-Mediterranean Partnership Countries

Country /Year	Description	EUR million	Total
EGYPT	MASHREQ COUNTRIES		
1992	Construction of new sewerage mains in Greater Cairo	45	
1996	Extension of sewerage treatment plant (Gabal El Asfar) north-east of Cairo on east bank of Nile	55	
1996	Extension of wastewater collection system in center of Cairo on east bank of Nile	35	
1996	Global loan to National Bank of Egypt for financing investment in environmental protection in industrial and productive sectors	15	
1997	Construction of two motorway sections and bridge over branch of Nile	10	
1998	Construction of two motorway sections and bridge over branch of Nile	5	
1998	Rehabilitation or replacement of existing irrigation pumping stations south of Cairo	20	
1999	Upgrading and extension of wastewater collection and treatment infrastructure in Alexandria	30	
1999	Global loan for financing environmentally-friendly infrastructure associated with Hotel and other tourist projects in South Sinai and the Red Sea Region	25	
2000	Rehabilitation and extension of agricultural drainage networks in the Nile Valley and Delta	50	
			290
JORDAN			
1992	Wastewater collection and treatment facilities in Irbid and Ramtha, in northern Jordan	5	
1994	Rehabilitation and modernisation of water supply and sewerage systems in town of Salt	12	
1995	Modernisation of drinking water supply and wastewater treatment systems in Amman, Zarqa, Souf, Fuheis and Mahis	18	
1996	Restructuring and rehabilitation of water supply network in Greater Amman	9	
1998	Restructuring and rehabilitation of drinking water distribution network in the greater Amman area	40	
			84
LEBANON			
1993	Reconstruction of water supply, sewerage and treatment systems throughout country	16	

1995	Reconstruction of drinking water supply and sewerage facilities in north of country	60	
1996	Modernisation of sewerage and sewage disposal facilities serving coastal conurbations of Kesrouan, Saïda and Sur	50	
1997	Modernisation of sewerage and sewage disposal facilities serving Greater Tripoli area	100	
			226
SYRIA			
1992	Construction of Al Thawra earth fill dam and irrigation infrastructure covering 10 500 ha in coastal basin of Lattakia	20,4	
			20,4
ALGERIA			
MAGHREB COUNTRIES			
1992	Construction of earthfill dam in Taksebt (Kabylia) to supply drinking water to Algiers and four towns in Kabylia	53	
1993	Construction of dam with reservoir in Hammam Boughrara to supply drinking water to Oran	60	
1996	Measures to reduce pollution in three industrial plants on north-east coast at Skikda and Annala	50	
1998	Construction of dam at Taksebt to supply water for domestic and industrial use in Algiers and Wilaya of Tizi Ouzou	30	
2001	Construction of drinking water supply network between Taksebt dam and Algiers	225	
			418
MOROCCO			
1994	Improvements to sewerage, sewage disposal and water management systems in towns of Casablanca, Agadir, Rommani, Beni Mellal, Essaouira and Ouled Teima	40	
1996	Rehabilitation and extension of sewage and storm water collectors and construction of sewage treatment plant in Marrakech	30,5	
1997	Drinking water supplies in a number of large or average-sized urban centers	50	
1998	Rehabilitation and extension of sewer network in city of Settlat	9	
1999	Rehabilitation and extension of the wastewater and storm water network; construction of a treatment plant in the city of Meknès	23	
1999	Rehabilitation and extension of the wastewater and storm water network and construction of a treatment plant in Agadir	21	
2001	Improvement of drinking water supply in a number of Moroccan towns	50	
			223,5

1992	Construction of sewerage systems and wastewater treatment plants in Menzel Bourguiba, M'saken, Monastir, Kelibia and northern Sousse	17
1993	Water schemes on rivers Barbara and Melila designed to build up drinking water reserves for north and center of country	60
1994	Extension of sewerage and sewage disposal systems in towns of Tunis, Medenine, Menzel Bourguiba, Kelibia, M'saken, Sousse and Monastir	25
1995	Global loan to Republic of Tunisia for financing environmental protection equipment in industry	15
1997	Dredging and backfill of Lac Sud de Tunis, opening up and redimensioning of Radès canal	40
1998	Improvements to wastewater collection networks and construction of sewage treatment plants in 19 medium-sized towns	40
1999	Construction of landfill site for the disposal of gypsum, a waste product from a fertilizer producer at Gabès	45
2000	Setting up regional solid waste management systems and expanding the power transmission and supply grid in Tunisia	70
2001	Upgrading of drinking water supply to eastern coastal regions of Sahel and Sfax	95

CYPRUS

1994	Modernisation of drinking water treatment and supply facilities in Nicosia and Larnaca	17
1995	Extension of sewerage system of Limassol	10
1996	Construction of sewerage network and sewage treatment facilities for towns of Paralimni and Ayia Napa	15
1997	Construction of sewerage collection and treatment system and storm water drainage system in Pafos urban area	30

**GAZA/WEST
BANK**

1996	Upgrading of water supply, drainage and wastewater collection and treatment systems in Gaza	30
1998	Rehabilitation of water supply networks	30
1999	Rehabilitation of small and medium-sized transport, water, sewerage and solid waste disposal infrastructure in relatively small communities	10

ISRAEL

1995	Wastewater collection and treatment facilities in Sorek Valley	25
------	--	----

1995	Global loan to Industrial Development Bank of Israel for financing environmental protection schemes	33	
			58
MALTA			
1993	Wastewater collection and treatment systems on islands of Malta and Gozo	7	
1995	Wastewater collection and treatment systems on islands of Malta and Gozo	15	
			22
TURKEY			
1995	Construction of sewerage network and wastewater treatment plant in Antalya	35	
1995	Construction of sewerage network in Ankara	45	
1996	Collection and treatment of household and industrial effluent in Greater Municipality of Izmit	50	
1996	Retrofitting of flue gas desulphurisation equipment at Yeniköy power station on Aegean coast	40	
1997	Extension of sewer network and construction of two sewage treatment plants in Adana	45	
1998	Expansion and rehabilitation of sewerage system in Diyarbakir	32	
1999	Extension and rehabilitation of the sewer network in Tarsus, on the south coast; construction of a storm water network and a biological wastewater treatment facility	38	
2000	Extension and modernisation of the sewer network in Bursa, West Ankara	80	
2000	Wastewater treatment plants and related wastewater collection systems, air pollution abatement measures and industrial process improvements	70	
2001	Wastewater treatment plant and sewerage networks in city of Mersin	60	
			495
	GRAND-TOTAL		2385,9

Annexe 4:

Termes de référence pour le Réseau des Correspondants SMAP

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RESEAU DES CORRESPONDANTS SMAP

INTRODUCTION

Le Réseau des Correspondants SMAP comprend les **Correspondants SMAP** et les représentants **de la Commission européenne**. Le **Comité de Suivi des ONG** pour SMAP est associé à ce réseau. *Les réunions* des Correspondants SMAP ont lieu une fois par an, avec la possibilité d'organiser des réunions supplémentaires, si nécessaire. Les représentants du Comité de Suivi des ONG sont invités à participer aux réunions annuelles comme observateurs.

- *Le réseau SMAP vise*, dans son ensemble, à faciliter la mise en œuvre de SMAP, adoptée à Helsinki en 1997. Il vise également à promouvoir un fort pilier environnemental dans le partenariat Euro-Méd afin de contribuer au développement durable de la région comprenant aussi une Zone de Libre-Échange Euro-Méd (ZLEEM) durable.
- *Le rôle des Correspondants SMAP et de la CE* est basé sur la section 8 de SMAP lui-même ("mécanisme de suivi") et sur l'expérience de la mise en œuvre du SMAP jusqu'ici.
- *Le Comité de Suivi des ONG* est un mécanisme important pour un avis consultatif et pour l'information réciproque entre la CE et les Correspondants SMAP et les ONG environnementales. Il appartient au Comité lui-même (souvent appelé "Comité de Suivi") de définir son propre mandat.

RÔLE DES CORRESPONDANTS SMAP

1. Niveau régional

A. Stratégique

- Contribution à un *dialogue sur des sujets environnementaux et de développement durable* dans le contexte Euro-Méd et en particulier en relation avec les objectifs SMAP
- Contribution au *renforcement de l'intégration environnementale* du Partenariat Euro-Méd y compris de la ZLEEM
- Contribution à *l'Examen de la mise en œuvre du SMAP* et au processus consultatif qui pourrait aboutir à des *propositions* ultérieures lors de la *Conférence Ministérielle* pour l'orientation politique (voir aussi "Rôle de la CE")

B. Opérationnel

- Contacts avec *la Commission européenne* (information réciproque, coordination)
- Contacts avec *d'autres partenaires* sur des questions spécifiques (y compris pour la génération de projets régionaux) et échange de vues sur *les aspects politiques*
- Présentation *d'un Rapport National annuel* à la réunion des Correspondants SMAP.

2. Niveau national

A. Stratégique

- Contribution à *la cohérence* des activités nationales relatives aux domaines prioritaires de SMAP, par des contacts et une coordination avec *d'autres Ministères* (en particulier, des Affaires étrangères, de Développement, de Planification,...).
- Contribution à *des synergies avec d'autres programmes internationaux* applicables dans la région (notamment MAP, METAP, GEF, etc.), dans lesquels leur pays est impliqué.

B. Opérationnel

- Diffusion d'informations *sur SMAP à l'intérieur du pays*, rassemblement des demandeurs potentiels intéressés, *mobilisation des parties prenantes intéressées* pour la mise en œuvre des objectifs SMAP et des activités dans le pays
- Contribution au renforcement du volet environnemental des *Programmes Indicatifs Nationaux MEDA (PIN)* en y incluant des projets environnementaux compatibles aux dispositions SMAP <valable pour les 12 Partenaires Méd non- Communautaires>
- Coordination des *lettres de soutien par les autorités compétentes* pour les projets régionaux SMAP, dans un effort de cohérence politique et d'engagements clairs prévoyant la durabilité des activités proposées
- Contacts et consultations avec les *ONG nationales*
- *Campagnes de sensibilisation*
- Facilitation des *possibilités de financement complémentaires* (e.g. contacts avec les points Focaux du même pays pour d'autres Programmes et Instruments, utilisation de listes prioritaires de demandes cohérentes et complémentaires)
- Efforts pour promouvoir la *visibilité*.

RÔLE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

A. Stratégique

- Contribution à l'augmentation de la sensibilisation à l'environnement et au renforcement des capacités dans la région; encouragement des activités environnementales concrètes sur le terrain et à la promotion des outils opérationnels visant à protéger l'environnement méditerranéen et contribuer à son développement durable
- Encouragement de *synergies* rassemblant de façon complémentaire des Programmes adéquats existants, des Conventions, des donateurs potentiels etc., afin de renforcer l'intégration environnementale et augmenter l'efficacité des actions
- Apport d'orientations aux Partenaires dans le but de promouvoir l'intégration environnementale y compris *une ZLEEM durable*
- Lancement *des consultations* larges (y compris avec la société civile) pour assurer le consensus et contribuer à la mise en œuvre du SMAP, à son évaluation et à des propositions futures
- Coordination *d'un Examen du SMAP*, sur base d'un Rapport Intérimaire Régional, en coopération avec les Correspondants SMAP. Préparation des *propositions à la Conférence Ministérielle* pour l'orientation politique future et des ajustements éventuels du SMAP, suite à cet Examen.

B. Opérationnel

- Coordination du Réseau des Correspondants SMAP ainsi que des actions et mise en œuvre du SMAP
- Préparation d'un *programme triennale plus ciblé d'activités régionales* ainsi que d'un *Rapport Intérimaire Régional*, en consultation avec les Correspondants SMAP et sur base des Rapports nationaux et de l'expérience acquise
- Assistance aux Correspondants SMAP des 12 Partenaires Méd non- Communautaires pour assumer leur rôle aux niveaux et national et régional, en finançant certaines activités et fonctions (réunions, équipements, personnel, matériel d'information,...) par l'intermédiaire d'un *institut national à être désigné* par leurs autorités compétentes respectives
- Sélection des projets et apport de financement ; évaluation des résultats des projets et réorientation des actions, si nécessaire
- Apport d'*information aux membres du Réseau SMAP* (documents, formation, site web, financement, contrats,...) et *dissémination au public* des résultats et des renseignements sur les activités (par les médias, etc.).

Annex 5: Contact Points

	Page
SMAP Correspondents Network 2002.....	72
NGO Steering Committee for SMAP	75
The EC Delegations in Mediterranean Countries	77
Other related organisations	80
European Union Institutions	81

SMAP Correspondents Network 2002

Partner	Name	Institution / Address	Phone	Fax/E-mail
Algeria	Mr Djamel Echirk	Ministère de Publics, Aménagement du Territoire, Environnement et Urbanisme Immeuble El Djamila, 6 Place El Qods Hydra – Alger	+213 21 43 28 01 +213 24 43 28 04	+213 21 43 28 01 d.echirk@environnement-dz.org
Austria	Mr Ewald Galle	Ministry of the Environment, Youth and Family Affairs Stubenbastei 5 A-1010 Vienna	+43 1 51522 1617	+43 1 51522 7624 ewald.galle@bmlfuw.gv.at
Belgium	Mr Robert Martens	Services Fédéraux Belges de l'Environnement Pachecolaan 19, PB 5, Vesalius 738 B-1010 Bruxelles	+32 2 210 4690	+32 2 210 48 52 Robert.martens@health.fgov.be
Cyprus	Mr Nicos Georgiades	Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment Loukis Akritas Av. CY-1411 Nicosia	+357 2 3038 83	+357 2 77 49 45 rocperiv@cytanet.com.cy
Denmark	Mr Peter Hammer Sorensen	Danish Environment and Energy Agency Strandgade 29 DK-1401 Copenhagen K	+45 32 66 01 00	+45 32 66 04 79 phas@mst.dk
Egypt	Ms Dahlia Lotayef	Egyptian Environmental Affairs Agency 30 Misr Helwan, Agricultural Road Maadi, Cairo	+202 525 6452	+202 525 64 57 eeaa2@idsc.gov.eg
Finland	Ms Eija Lumme	Ministry of the Environment International Affairs Unit P O Box 380 FIN-00131 Helsinki	+358 9 1991 94 79 / mobile +358 50 364 73 58	+358 9 19 91 93 87 eija.lumme@vyh.fi
France	Ms Emmanuèle Leblanc	Ministère de l'Environnement 20, Avenue de Ségur F-75302 Paris 07 SP	+33 1 42 19 17 05	+33 1 42 19 17 19 emmanuele.leblanc@environnement.gouv.fr
	Mr François Leyrat	Ministère de l'Environnement 20, Avenue de Ségur F-75302 Paris 07 SP	+33 1 42 19 17 58	+33 1 42 19 17 19 francois.leyrat@environnement.gouv.fr
Germany	Dr Juergen Pankrath	Federal Environment Agency (Umweltbundesamt) Postfach 330022 D-14191 Berlin	+49 30 89 03 27 82	+49 30 89 03 22 85 juergen.pankrath@uba.de
Greece	Ms Maria Peppas	Ministry for the Environment, Physical Planning and Public Works Amaliados 15 11523, Athens	+3010 6411 717	+3010 6434 470 deu@minenv.gr
	Dr Harris Coccossis	University of the Aegean Mytilene, Lesvos	+3010 68 000 51 -3	+3010 68 58 962 hkok@aegean.gr
Ireland	Mr John Kelleher	Ministry for the Environment and Local Government Environment International Section Department of the Environment and Local Government Custom House Dublin 1	+353 1 888 24 41	+353 1 888 20 14 john_kelleher@environment.irlgov.ie

Israel	Ms Ori Livne	Division of International Relations and Special Projects of the Ministry of the Environment P.O.Box 34033 Jerusalem 95464	+972 2 655 37 45/6	+972 2 655 37 52 ori@environment.gov.il
Italy	Mr Antonio Strambaci	Ministry of the Environment and Territory Dept for Global Environment, International and regional Conventions Via Cristoforo Colombo 44 I-00147 Rome	+39 06 5722 8162	+39 06 5722 8168 strambaci.antonio@minambiente.it
Jordan	Mr Ahmed Khattab	The General Corporation For the Environment Protection P.O.Box 540841 Amman - 11937	+962 6 5350 149 or +962 6 5350 791	+962 6 535 00 84
Lebanon	Ms Nancy Khoury Ms Lamia Chamas	Ministry of Environment P.O. Box 70-1091 Antelias - Beirut	+961 4 522 222	+961 4 525 080 n.khoury@moe.gov.lb
Luxembourg	Mr Paul Hansen	Administration de l'Environnement 16, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg	+352 40 56 56 422	+352 49 18 84 paul.hansen@aev.etat.lu
Malta	Mr Louis Vella (*)	Ministry for the Environment Environment Protection Dept. Corradino Industrial Estate Paola Block B MT-Floriana CMR 02	+356 21 660 060	+356 21 667 779 lovella@waldonet.net.mt
Morocco	Mr Abdelfetah Sahibi	Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Environnement 36, Avenue Al Abtal MA - Agdal, Rabat	+212 37 68 10 18	+212 37 77 08 75 / 77 27 56
Portugal	Mr Manuel Amoêdo Pinto	Ministère de l'Environnement Rua de O. Século 51, 2e 1200-433 Lisboa	+351 21 323 25 93	+351 21 323 25 04 manuel.pinto@gri.maa.gov.pt
Spain	Ms Amparo Rambla Gil	Ministerio de Medio Ambiente Plaza de San Juan de la Cruz s/n E-28071 Madrid	+34 91 597 60 65	+34 91 597 59 06 amparo.rambla@sgri.mma.es
	Mr Miguel Castroviejo	Permanent Representation of Spain to the EC Bd. du Régent, 52 B-1000 Brussels	+32 (2) 509.87.61	+32 (2) 511.19 40 miguel.castroviejo@reper.mae.es
Sweden	Ms Ulla-Britta Fallenius	Swedish Environmental protection Agency SE-106 48 Stockholm	+46 8 698 11 69	+46 8 698 15 85 ulla-britta.fallenius@environ.se
Syria	Mr Yahia Awaidah	Ministry of State for Environmental Affairs/SY PO Box 37 73 SY-Tolyani Damascus	+963 11 444 76 08	+963 11 333 56 45

The Netherlands	Ms Regine Kraaij	Ministry of Housing, Spatial Planning and Environment Directorate-General for Environmental Protection Directorate for International Environmental Affairs Internal Postal Code 670 P.O.Box 30945 NL-2500 GX The Hague	+31 70 339 4709	+31 70 339 1306 regine.kraaij@minvrom.nl
Tunisia	Mr Nejib Trabelsi	Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire Directeur Général de L'Environnement et de la Qualité de la Vie B P 52 Centre Urbain Nord - Bâtiment I C F TN-2080 Ariana	+216 1 70 27 79	+216 1 23 84 11 DGEQV@mineat.gov.tn
	Mr Najeh Dali	Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire Directeur de la Coopération Internationale B P 52 Centre Urbain Nord - Bâtiment I C F TN-2080 Ariana	+216 1 70 84 90	+216 1 70 24 31 DCI@mineat.gov.tn
Turkey	Ms Kumru Adanali	Ministry of the Environment Eskisehir Yolu 8 km TR-06100 Bilkent - Ankara	+90 312 285 17 05	+90 312 285 37 39 kumru@hotmail.com
UK	Mr John Roberts	Marine and Waterways Division Department for Environment, Food and Rural Affairs (DEFRA) 3/D10, Ashdown House 123 Victoria Street London SW1E 6DE	+44 20 7944 5260	+44 20 7944 5309 john.roberts@defra.gsi.gov.uk
Palestinian Authority	Mr Said Jalala	Director General Ministry of environmental Affairs Elnaser – Elthawra St. Gaza	+970 8 284 72 08	+970 8 282 20 00 pena@rannet.com
European Commission	Dr Athena Mourmouris	DG ENV.E.3 (BU-9, 5/194) 200, rue de la Loi B-1049 Bruxelles	+32 2 296 39 51	+32 2 296 34 40 Athena.Mourmouris@cec.eu.int

(*) Not yet officially designated

NGO Steering Committee for SMAP

Institution/ Headquarters	Contact Name	Address	Phone	Fax/E-mail
ENDA	Dr Magdi Ibrahim	196, Quartier O.L.M. Rabat-Souissi Morocco	+212 7 75 64 14/15	+212 7 75 64 13 endamag@mail.sis.net.ma
European Environmental Bureau – EEB	Mr John Hontelez, Ms Regina Schneider	Blvd de Waterloo 34 B-1000 Brussels	+32 2 289 10 90 +32 2 289 10 95	+32 2 289 10 99 info@eeb.org
Friends of the Earth – FOE	Mrs Alexandra Hemingway, Mr Eugene Clancy	Rue Blanche 29 B-1060 Brussels	+34 9 71 63 26 03 +34 9 65 15 66 85	+34 9 71 63 43 40 atierra@noray.com mednet@foeeurope.org
MED-Forum	Mr Rafael Madueño	Gran Via de les Corts Catalanes, 643 E-08010 Barcelona Spain	+34 9 3 412.46.22	+34 9 3 412 46 22 MEDForum@pangea.org
MIO-ECSDE	Mr Michael Scoulios	28, Tripodon Street 10558 Athens, Greece	+30 10 322 52 45	+30 10 322 52 40 mio-ee-env@ath.forthnet.gr
RAED	Mr Emad Adly	Zahraa El-Maadi Zahraa El-Maadi St. Massaken Misr Leltaameer Building #3 1 st Floor, Appart. #1,2 Cairo, Egypt	+20 2 516 1519 or +20 2 516 1245	+20 2 516 2961 aoye@link.net
WWF European Policy Office	Mr Tony Long, Ms Paloma Agrasot	Avenue de Tervuren 36, bte 12 B-1040 Brussels	+32 2 743 88 05 +32 2 743 88 11	+32 2 743 88 19 Tlong@wwfnet.org

The EC Delegations in Mediterranean Countries

Algeria

Domaine Benouadah
Chemin du Val d'Hydra
El-Biar
Alger
Telefax: (213-21) 92 36 81
Telephone: (213-21) 92 36 40
E-mail: eudeldza@hotmail.com
Website: www.dz-eudel.com

Cyprus

Iris Tower, 8th Floor
2 Agapinor Street
P.O.Box / 23480
1683 Nicosia
Telefax: (357-22) 76.89.26
Telephone: (357-22) 81.77.70
E-mail: mailto@delcyp.cec.eu.int or firstname.surname@delcyp.cec.eu.int
Website: www.delcyp.cec.eu.int

Egypt

37 Gamaet el Dowal el Arabeya, 11th Floor
Mohandessin
Giza (Cairo)
Telefax: (20-2) 749 5363
Telephone: (20-2) 749 4680
E-mail: delegation-egypt@cec.eu.int or firstname.lastname@cec.eu.int

Israel

Paz Tower, 15th floor
31-35 Betzalel Street
P.O.Box 3513
Ramat Gan 52136
Telefax: (972-3) 613.77.70
Telephone: (972-3) 613.77.99
E-mail: eudelisl@netvision.net.il
Website: www.eu-del.org.il

Jordan

Al Jahez Street n°15, opposite Arab Potash Company
Shmeisani, Amman
P.O. Box 926.794, Amman
Telefax: (962-6) 5686746
Telephone: (962-6) 5668191/2
E-mail: mailto@deljor.cec.eu.int or firstname.lastname@deljor.cec.eu.int
Website: www.deljor.cec.eu.int

Lebanon

Immeuble Matta et Jaroudi
av. Charles Malek, Achrafieh
BP 11 – 4008
Beyrouth
Telefax: (961-1) 33.51.00
Telephone: (961-1) 33.51.99
E-mail: eudellbn@dm.net.lb
Website: www.dellbn.cec.eu.int

Malta

Villa "The Vines"
51 Ta'Xbiex Seafront
TA' XBIEX MSD 11
Malta G.C.
Telefax: (356) 21 34 48 97
Telephone: (356) 21 34 48 91
E-mail: mailto@delmlt.cec.eu.int or firstname.surname@delmlt.cec.eu.int
Website: www.delmlt.cec.eu.int

Morocco

Riad Business Center
Aile Sud, Bld Er-Riad
B.P. 1302
Rabat
Telefax: (212-37) 57 98 10
Telephone: (212-37) 56 31 23
E-mail: mailto@delmar.cec.eu.int or prenom.nom@delmar.cec.eu.int
Website: www.delmar.cec.eu.int

Palestine

P.O. Box 22 207
Mount of Olives
Jerusalem
Telefax: (972-2) 532.62.49
Telephone: (972-2) 532.63.41
E-mail: mailto@delwbg.cec.eu.int or firstname.lastname@delwbg.cec.eu.int
Website: www.delwbg.cec.eu.int

Syria

Chakib Arslane Street,
Abou Roumaneh
B.P. 11269
Damas / Damascus
Telefax: (963-11) 332.06.83
Telephone: (963-11) 332 76 40
E-mail: mailto@delsyr.cec.eu.int or firstname.lastname@delsyr.cec.eu.int

Tunisia

Immeuble Europe, Berges du Lac Nord
croisement rue du Lac Mdlaren - rue du Lac Oubeira
B.P. 150
1053 Tunis
Telefax: (216-71) 960 302
Telephone: (216-71) 960 330
E-mail principale: delce.tunis@ce.intl.tn
Website: www.ce.intl.tn

Turkey

Ugur Mumcu Caddesi 88, 4th floor
06700 Gaziosmanpasa
Ankara
Telefax: (90-312) 446.67.37
Telephone: (90-312) 446.55.11
E-mail: mailto@deltur.cec.eu.int or firstname.surname@deltur.cec.eu.int
Website: www.deltur.cec.eu.int

Other related organisations

Mediterranean Action Plan of the United Nations Environment Programme (UNEP/MAP)

48, Vassileos Konstantinou Avenue

11635 Athens, Greece

Tel: +30-1-72.73.100 (switchboard)

Fax: +30-1-72.53.196 or 197

E-mail: unepmedu@unepmap.gr

Web address: <http://www.unepmap.org>

MAP Regional Activity Centres

- **Blue Plan** (development and environment)

Web address: <http://www.planbleu.org>



- **PAP** (coastal zone management)



Web address: <http://www.pap.gradst.hr>

- **Specially Protected Areas** (biodiversity)



Web address: <http://www.rac-spa.org.tn>

- **REMPEC** (pollution by oil and chemicals)



Web address: <http://www.rempec.org/barcelona.html>

- **Clean Production**

Web address: <http://www.cipn.es>

The World Bank

METAP Secretariat

The World Bank

1818 H Street, N.W.

Washington, DC 20433 U.S.A.

tel: (202) 477-1234

fax: (202) 477-6391

Web addresses:

World Bank Group: <http://www.worldbank.org/>

Middle East and North Africa: <http://lnweb18.worldbank.org/mna/mena.nsf>

METAP:

<http://wbln0018.worldbank.org/mna/mena.nsf/f34b224d37365b3f852567ee0068bd93/8fc955045c197a038525694a004ebe77?OpenDocument>

United Nations Development Programme, UNDP

One UN Plaza, DC-1, 20th Floor

New York, NY 10017, USA

E-mail : firstname.lastname@undp.org

Web address: <http://www.undp.org>

European Union Institutions

European Commission

Rue de la Loi 200

B-1049 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 299 11 11

E-mail: firstname.lastname@cec.eu.int

Web address: http://www.europa.eu.int/comm/dgs_en.htm

DG Environment

Web addresses:

DG ENV: http://www.europa.eu.int/comm/dgs/environment/index_en.htm

SMAP: <http://www.europa.eu.int/comm/environment/smap/home.htm>

DG External Relations

Web address:

Euro-Med: http://www.europa.eu.int/comm/external_relations/euromed/index.htm

EuropeAid Co-operation Office

Web address:

<http://www.europa.eu.int/comm/dgs/europeaid/index.htm>

Eurostat

Web address:

http://www.europa.eu.int/comm/dgs/eurostat/index_en.htm

European Environment Agency

Kongens Nytorv 6

1050 Copenhagen K, Denmark

Tel: +45 3336 7100

Fax: +45 3336 7199

E-mail: eea@eea.eu.int

E-mail template for eea-staff: firstname.lastname@eea.eu.int

Web address : <http://www.eea.eu.int/>

European Investment Bank

Mediterranean Department

Peter Carter

Tel.: +352 43 79 34 24, Fax: +352 43 79 34 92

e-mail: p.carter@eib.org , info@eib.org

Web address: <http://www.eib.org/>